7e Année - N. 296

JEUDI 21 SEPTEMBRE 1967

Le numéro 0 fr. 70

LE SOCIALISTE

DE LA PUBLICATION DIRECTEUR Georges BRUTELLE

Rédaction : 12, Cité Malesherbes - PARIS (9e)
Téléphone : TRU 76-34

ABONNEMENTS
France ..... 17 F. semest.
Etranger ... 20 » »

Un témoignage

par Victor LAROCK

Des fragments du livre de Svetlana Staline doivent paraître, aujourd'hui, dans une centaine de quotidiens et d'hebdomadaires du monde entier. L'ouvrage entier paraîtra en octobre.

Mais déjà, en France, en Angleterre et en Allemagne, d'autres extraits ont été publiés.

Avant de quitter Moscou, la fille de Staline y avait laissé en dépôt deux copies de ses *Lettres à un ami*. Les Soviétiques se sont hâtés d'en communiquer le texte intégral à des éditeurs occidentaux.

Pourquoi ? Pour montrer qu'ils ne craignent aucune révélation. Peut-être aussi parce qu'ils n'étaient pas absolument certains que l'original, tombant, aux Etats-Unis, dans toute sorte de mains, n'en sortirait pas « revu et corrigé ».

Il faudra voir. En attendant, l'authenticité des extraits d'origine soviétique n'a pas été contestée.

Nous avons là un témoignage d'un intérêt exceptionnel concernant l'homme qui a réglé selon ses volontés, pendant près de trente ans, dans la paix et la guerre, le sort de l'U.R.S.S. et l'action du communisme mondial.

Ce témoignage est celui de sa fille unique, « qui l'aima et le respecta toujours », et qui semble bien avoir été le seul être auquel des sentiments humains l'ont attaché jusqu'à la fin.

●

Heureux sommes-nous qui ne connaissons en politique ni dieu ni maître et ne croyons personne infaillible !

C'est la première réflexion qui vient à l'esprit de tout homme libre, parcourant ces souvenirs.

« A cette époque (1937) Staline avait commencé à devenir obsédé par sa sécurité et par l'idée fixe qu'on allait attenter à ses jours... Une lutte farouche se déroula au sein du parti et une grande purge eut lieu.

« ...Staline était alors (1953) âgé de 74 ans et était devenu un dieu pour les Russes.

« ...Il y avait tellement de temps qu'il prenait des décisions qu'on en était venu à le considérer comme immortel.

« Staline mit trois jours à mourir... Aucun écho de tout cela ne parvint au monde extérieur ni même à Moscou. Pour 220 millions de citoyens soviétiques, notre « Grand-Père » ainsi qu'on appelait Staline, régnait encore de façon suprême ».

Ces brèves notes et tant d'autres n'ajoutent rien, si l'on veut, aux révélations qu'a faites Khrouchtchev au XXe Congrès. Mais avec Khrouchtchev on pouvait toujours craindre un peu d'affabulation politique. Ici, on sent la vérité vécue.

Le délire de la persécution, dès 1937 !... Les épurations, de plus en plus vastes, reprenant après 1945 pour s'étendre aux pays englobés dans la zone d'influence et pour « frigorifier la Russie », — comme dira Ehrenbourg — sous un implacable réseau policier dont les victimes se comptaient chaque année par centaines de milliers...

●

Il y a quinze ans de cela. Au train où vont les choses, c'est maintenant de l'histoire ancienne. Le dégel est venu. Les dirigeants soviétiques d'aujourd'hui ont compris ce qu'il entrait de cruelle phobie et de psychose de la solitude dans le régime de terreur qui a pesé sur leur peuple, admirablement courageux.

Il subsiste, certes, des vestiges de despotisme et des séquelles d'intolérance. Par exemple, cette inscription dans le grand auditorium de l'Université de Moscou, proclamant qu'il n'est de vérité scientifique que dans la ligne communiste. Ou encore ces récentes condamnations d'écrivains.

Mais il n'est pas douteux que la destalinisation n'a pas consisté seulement à reléguer loin du Kremlin la momie du « généralissime » et à débaptiser les villes, y compris Stalingrad, qui évoquaient son nom. A mesure que l'Union soviétique a vu se développer sa puissance et un commencement de prospérité, l'arbitraire dictatorial a fait place aux exigences élémentaires de la démocratie.

Au sommet, l'autorité est partagée. A la base, le droit de discussion s'élargit. Il y a quinze ans, qui pouvait imaginer la liberté dont jouissent actuellement les correspondants de presse à Moscou ? Et n'est-il pas significatif que le livre de Sveltana Staline ait été livré de Moscou au public occidental sans le moindre commentaire ? Il n'est même pas exclu qu'il soit accessible un jour au public soviétique.

●

L'impression dominante reste cependant celle que nous avons dite.

Aussi longtemps que Staline a été le maître de l'U. R. S. S., il a été aussi celui de tous les communistes du monde. Ses actes et ses paroles étaient indiscutables. Il était celui qui ne se trompe jamais. Le premier devoir de tout communiste était d'avoir foi, fût-ce contre son sentiment intime, dans la politique et les décisions du Chef suprême, dont nous savons maintenant, par ses successeurs et ses proches, de quels terribles complexes il était tourmenté.

Le témoignage de la fille de Staline n'est pas de nature à nuire à un régime qui, peu à peu, se libéralise. C'est un document humain, sans plus. Une leçon, cependant, s'en dégage : c'est qu'ils sont à plaindre ceux qui, en politique, suivent aveuglément un maître et confondent l'action militante avec l'habitude de croire et d'obéir.

El compañero Pascual Tomás ha recibido numerosas cartas de compañeros y amigos interesándose por su salud y expresándole su simpatía. Aunque su salud va mejorando, el compañero Tomás se ve en la imposibilidad de contestar a esas cartas. Topor lo que ruega le excusemos a través de esta nota y manifestemos su reconocimiento a quienes le han escrito.

¡Nada con la tiranîa!

EL REGIMEN FRANQUISTA ha convocado a parte del pueblo español a elecciones que deben celebrarse el día 10 de octubre de 1967.

Se trata, esta vez, de designar, en la medida en que la designación es limitativa a los cabezas de familia y en la de no saberse, o en la de saberse muy bien, por el contrario, quién es el que en definitiva designa —por ello elegir, en lo que de volitivo tiene este verbo, nos sigue pareciendo una incongruencia dentro del actual contexto político español— dos procuradores, por provincia, de las dóciles Cortes españolas cuya caracterstica permanente más acusada es la sumisión total e incondicional a los caprichos y necesidades del dictador, sin que en ellas pueda oirse más voz que la del ritual amén con que se consagran las órdenes del omnipotentemente titulado Jefe del Estado.

Como todo régimen que se precia de algo, el español, a pesar del sacrosanto horror a las « podridas democracias », recurrió a las apariencias de un Cuerpo legislativo al que no se atrevió a denominar Parlamento por lo que esta palabra tiene de sentido y de origen democrático. Prefirió apelar a una más clásica tradición española: la de Cortes, aunque en este caso, naturalmente, no tomó como modelo aquellas históricas y tan prestigiosas Cortes, bien españolas, en las que la fórmula del llamado estado llano —« Nos, que somos tanto como Vos, y que todos juntos valemos más que Vos »— ha pasado a la posteridad como ejemplo, también, de esa clásica tradición, ya que en ésta no hay solamente los casos y situaciones de despotismo.

Y, como todo régimen tiránico que se ve en la triste obligacón de vestir prendas ajenas, aunque la holgura de ellas no le vaya por demasiado evidente, haciendo la parodia de una supuesta y forzada « liberalización » impuesta por las circunstancias, conjugándose así el capricho con la necesidad, el régimen español convoca a unas « elecciones ». Despiadada paradoja e irónico dilema a que el destino empuja a veces a los dictadores, constriñendo a éstos a hacer uso de impuros y falseados procedimientos de democracia que, aún amañados y desnaturalizados, son otra contradicción hamletiana y, en definitiva, un renegar propio con la evidente pleitesía a esa esencia democrática, por mucho que ésta pueda ser falsificada.

Todos los esfuerzos del régimen, éstos o los anteriores, no le servirán de nada. En 28 años de su existencia, ha dado pruebas más que sobradas de lo que es, para que dentro y fuera de España, pueda ser conocido, por si ya no bastaba con su carácter dictatorial inicial, que conserva siempre, y su origen espúreo. La farsa no convence ya a nadie, si es que alguna vez ha podido dejar ella la menor huella en unas docenas de papanatas comodones, de aprovechados, o de tontos-listos.

Tomar parte en las « elecciones » ahora convocadas, o en cualquiera otras que el régimen pueda convocar supone prestarse a esta farsa, realzar el régimen prestándose a hacer su juego, rehabilitarlo en cierto modo —no en forma total, por ser ello imposible— al reconocer su vigencia y su pretendida personalidad legal para convocar elecciones, cual pudiera hacerlo cualquier gobierno democrático, y, sobre todo, incitar a ese régimen ilegal, despótico, pisoteador y negador de los derechos del pueblo español, a seguir por ese camino de la parodia de liberalización con los peligros que ello supone, principalmente para este pueblo español.

Por nuestra parte, ningún afiliado de nuestras organizaciones que estuviera en condiciones de poder tomar parte en esas elecciones votará en ellas, absteniéndose de dar un apoyo, directo o indirecto, a ese régimen execrado y execrable. La misma recomendación de abstención dirigimos al pueblo español en general.

Nada con la tiranía ; nada con las dictaduras. En consecuencia ¡nada con el régimen franquista!

Septiembre de 1967.

LAS COMISIONES EJECUTIVAS
del Partido Socialista Obrero Español, de la Unión General de Trabajadores y de la Federación Nacional de Juventudes Socialistas

Tal como viene

Policías y "comandos negros" apalean salvajemente a los demôcratas catalanes

El lunes 11 de septiembre, a las ocho de la noche se realizó una concentración de fuerzas democráticas, dando lugar a uno de los actos de protesta pública más importante de los últimos tiempos. La policía, como siempre, hizo un gran alarde de fuerzas situando a los grises estratégicamente en la confluencia de las calles de Alí-Bey de San Pedro con el paseo de San Juan. Asimismo, gran cantidad de policía uniformados cortaron el tráfico de peatones en los cruces Bruch con Ausias March, taponando también la salida de esta última calle y la Ronda de San Pedro a la Plaza Urquinaona. Hay que añadir que dentro de este gran recinto de calles acordonadas había gran cantidad de fuerzas disponibles para entrar en acción en el lugar en que se produjese cualquier alteración o conato de manifestación.

Este despliegue de fuerzas no amilanó a los demócratas barceloneses quienes, apercibidos de la imposibilidad de circular por los alrededores del lugar donde estaba señalada la manifestación, fueron concentrándose en la Plaza Urquinaona, Paseo de San Juan (en las desembocaduras antes citadas) y en otros lugares próximos, en donde por minutos, iba aumentando el volumen de los manifestantes. Como era de suponer, inmediatamente entró en acción la policía la que, a fuerza de vergajos disolvió a los manifestantes. Conviene señalar que entre los manifestantes había diseminados elementos de la Guardia de Franco (Comandos Negros) quienes, golpeaban con más saña aún que la propia policía. No por ello se arredraron los manifestantes, quienes durante más de una hora tuvieron en jaque a la policía : unas veces corriendo en bandadas, perseguidos por los grises, otras produciendo enormes griterios, gritando « ¡ Democracia !, ¡ Libertad ! Así fue transcurriendo el tiempo. A las nueve y media todo había prácticamente terminado.

En mi presencia detuvieron a dos jóvenes. Ignoro, de momento, el total de los detenidos, aunque me aseguran que son muchos. Terminada la manifestación, en la esquina de la Ronda de San Pedro con Paseo de San Juan, había un grupo de unos quince « comandos negros » comentando las incidencias y camuflando las porras en periódicos y en el interior de las americanas. Es difícil encontrar los adjetivos aplicables a estas gentes. Pero puede decirse que la conducta y la impunidad en que se desenvuelven inflaman de indignación al espíritu más mesurado.

Es indudable que este acto realizado por fuerzas democráticas de Cataluña, es magnífico indicio. Se ha sacudido la conciencia democrática del pueblo catalán. Se ha sensibilizado su espíritu de lucha. Puede asegurarse que se ha generalizado un estado de opinión totalmente hostil al Régimen y a la conducta selvática de los esbirros de la Dictadura franquista.

Una vez màs...

Una radio alemana, el 18 de julio, informó a sus oyentes con una noticia que decía así : « El Partido Socialdemócrata alemán trata de intensificar sus contactos con España, contactos que inició el vicepresidente del Partido, Erler. El socialdemócrata español Tierno Galván ha llegado por vía aérea a Bonn, enviado por la dirección de dicho Partido para dar unas conferencias de carácter político, a petición de la Fundación alemana Friedrich-Ebert.

El mismo 18 de julio, el Secretario internacional del Partido Socialdemócrata alemán, compañero Hans-Eberhard Dingels, nos dirigió una carta oficial en la que nos decía textualmente : « Quiero informarte que las noticias publicadas en algunos periódicos españoles, franceses y alemanes, afirmando que la dirección del Partido Socialdemócrata alemán había invitado al profesor Tierno Galván y a algunos de sus amigos, son falsas. La verdad es que Tierno Galván ha venido a Alemania invitado por la Fundación Friedrich-Ebert. »

No es la primera vez que se producen esos « errores » de información. Quizá no nos fuese difícil identificar al causante de esas informaciones, voluntariamente falsas.

DECLARACION

El Dictamen III de la Ponencia Política del Congreso, recomendaba la difusión del notable trabajo del compañero Enrique López Sevilla, presentado por la Agrupación de Méjico. Ese texto, en forma de Declaración, es el siguiente :

1. El Partido Socialista Obrero Español en relación con el Neo-Capitalismo

CONSIDERA que el prestigio del éxito económico que hoy goza el neo-capitalismo, la cara actual del sistema capitalista en el mundo de Occidente, se debe en gran parte a la puesta en práctica de fórmulas socializantes, aplicadas por las presiones de la crítica y acción socialistas, cuyos remedios han servido para superar graves crisis, multiplicando los bienes de consumo y permitiendo que el obrero de hoy, al pasar de la miseria a la pobreza, sea el blanco y la víctima de esos sistemas publicitarios que, con fórmulas científicas que estimulan los más oscuros impulsos, crean nuevas y artificiosas necesidades para el consumo, satisfechas las más de la veces con la trampa del crédito, una moderna versión de la usura, uniendo de esta manera a la alienación de productor robado la de consumidor hipotecado.

El neo-capitalismo sólo ve en el consumidor un medio para su lucro, ignorando al hombre. En su necesidad de producir con miras a un consumo que reporte ganancias, y no con la finalidad de atender reales necesidades humanas, vuelve la espalda, entre otros problemas, al creado por los **marginales** : la gran masa de proletarios que no alcanzan el mínimo vital, los obreros agrícolas ; los enfermos en la miseria ; los ancianos, para quienes la edad, saturada de experiencia, viene a ser como una circunstancia agravante del delito de haber dedicado el esfuerzo de una vida al servicio de ese sistema que considera al hombre que ya no es joven como un desperdicio inútil.

El sistema económico vigente está sostenido en la sordidez del provecho capitalista, y se desarrolla en un clima de agresiva competición en el que los unos suben a expensas de los otros, persistiendo la explotación del trabajador. Y donde el trabajo, cada vez más deshumanizado, se intensifica y se agrava en su realización, toda vez que la necesidad de mantener el nivel de vida exige un mayor esfuerzo que produce naturalmente una mayor fatiga, con la secuela inevitable de tensiones y resentimientos. Una vez más queda confirmado lo que Marx escribiera: « para el obrero, el trabajo no es una parte de su vida, sino el sacrificio de su vida ».

La era de la abundancia es en la sociedad opulenta un mito destinado a crear mentalidades que aspiran como único objetivo vital el bienestar material. Pero **« la búsqueda exclusiva de poseer se convierte en un obstáculo para el crecimiento del ser y se opone a su verdadera grandeza »**[1] pues **« no basta aumenmentar la riqueza, para que sea repartida equitativamente ; no basta promover la técnica, para que la tierra sea humanamente habitable »**[2]. Parece, por tanto, prudente, que **« no hay que arriesgarse a aumentar todavía la potencia de los fuertes, continuando así la miseria de los pobres, añadiéndola a la servidumbre de los oprimidos »**.[3]

2. El P. S. O. E., respecto de la Iglesia Católica

RECONOCE la enorme distancia del tono y propósito que media entre el texto de la Encíclica **Nostis et Nobiscum**, dada al mundo por Pío IX un año después de haberse publicado el **Manifiesto Comunista**, en la que se condena a los obreros y **demás gente inferior**, por desear el establecimiento de una nueva sociedad, **«violando todos los derechos humanos y divinos »**; y el realista texto, tan pleno de esperanza, de la **Populorum Progressio**, de Paulo VI, en vista de que **«una renovada toma de conciencia de las exigencias del mensaje evangélico obliga a la Iglesia a ponerse al servicio de los hombres »**.

Es evidente que la Iglesia tomó conciencia de las cuestiones sociales con retraso y con prejuicios. Comienza condenando al socialismo en la **Nostis et Nobiscum**, en la **Quanta Cura** y en el **Syllabus**, con Pío IX. Para este Pontífice el Socialismo es un mal indiferenciado, un saco oscuro y lleno de calamidades donde bullen violentamente, en una promiscuidad poco real, los obreros y los miembros de las sociedades secretas. Léon XIII continúa el combate con **Quod apostolici.** En dicha Encíclica anatematiza a los socialistas, comunistas y nihilistas, cuyas ideologías mezcla y confunde, sin que en dicho texto pontificio pueda señalarse la más mínima protesta por la injusta explotación obrera de la época; atribuyendo, por el contrario, el descontento de la clase trabajadora a la pereza, la rebeldía y la codicia por los bienes ajenos. Rectifica en la **Rerum Novarum**, que se publica en los años de fortalecimiento del capitalismo industrial y en la fecha en que se constituye la **Segunda Internacional**, pues aunque los socialistas son calificados de **« hombres turbulentos y astutos », « ambiciosos de novedades»** e **« imbuidos de falsas doctrinas »**, en esta Encíclica se critica a los capitalistas católicos faltos de caridad cristiana ; al condenar al socialismo le opone una doctrina de genuino carácter capitalista, de oposición al marxismo económico. Casi medio siglo después Pío XI, testigo del nacimiento y desarrollo de la U. R. S. S., distingue ya en la **Quadragésimo Anno** dos formas de socialismo : **« El partido de la violencia o Comunismo »** y **« el partido moderado que ha guardado el nombre de Socialismo »** pero sigue criticando al socialismo, por provenir del **« tronco común del Marxismo », « que está muy lejos de los preceptos evangelicos »** y **« será siempre incompatible con los dogmas de de la Iglesia Católica »**; rechazando, por supuesto, categóricamente al comunismo. Actitud de repulsa corroborada en 1937, cuando la guerra de España crepitaba en el horroroso ímpetu de toda contienda entre hermanos, con la **Divini Redemptoris.** En esta Encíclica los reproches se dirigen al aspecto ateo del comunismo y no a la crítica que el marxismo verifica del régimen capitalista.

Transcurren otras décadas todas las de nuestro exilio, y Juan XXIII en la **Mater et Magistra** habla de socialización con el cordial respecto característico de este Pontífice a la realidad innegable de los fenómenos sociales y en la que se critica más que al socialismo, a ese falso socialismo con que se disfraza el neo-capitalismo. Y es entonces cuando la Iglesia inicia la franca expresión de una clara conciencia de las necesidades y afanes del tiempo presente. Juan XXIII, con una inspiración profundamente humana, con un certero sentido de las necesidades del hombre actual, se dirige a todos tratando de aliviar las tensiones que hoy martirizan a los hombres en sus beligerantes relaciones de convivencia ; y se convierte en paladín de ese progreso humano, tan alejado de la opulencia económica, que lentamente viene conquistándose con sangre, lágrimas y hasta con blasfemias. En la **Pacem in Terris « se reconoce la dignidad de la persona humana y se afirman los derechos que todos los hombres tienen a buscar libremente la verdad, a observar normas morales, o a ejercer deberes de justicia, a exigir una vida digna del hombre y otros derechos que por brotar inmediatamente de la dignidad de la persona humana, son universales, inviolables e inalienables »**. ¡Qué diferencia entre el tono imprecatorio del **Syllabus** y el sereno y realista clima de **aggiornamiento** de la **Pacem in Terris!** No es hora de reavivar las recriminaciones, sino de comprensión. Es verdad que mucho influye la circunstancia histórica, pero en la Iglesia **« no siempre a lo largo de su prolongada historia fueron sus miembros, clérigos o laicos, fieles al espíritu de Dios. Sabe también la Iglesia que aun hoy día, es mucha la distancia que se da entre el mensaje que ella anuncia y la fragilidad humana de los mensajeros a quienes está confiado el Evangelio »**.[4] Con este espíritu inició sus labores el Concilio Vaticano II, y su fruto ha sido la coyuntura de una Iglesia renovada en el mundo presente para restañar heridas, no ser cómplice de injusticias y ayudar al necesitado. Esto permite pensar honradamente que los problemas que anteriormente fueron causa de enemistad y de guerra han desaparecido. **« Que lo sepa el mundo: la Iglesia lo mira con profunda comprensión, con sincera admiración y con sincero propósito, de no conquistarlo sino de servirlo, de no despreciarlo, sino de valorizarlo; no de condenarlo, sino de confortarlo y salvarlo »**.[5] **« El porvenir está en el llamamiento imperioso de los pueblos para una mayor justicia, su voluntad de paz en su sed de una vida más elevada »**. Así se expresaron en consenso democrático los obispos de todo el mundo en el Concilio Vaticano II. Y en este mismo año, Paulo VI. en la Encíclica **Populorum Progressio** reconoce la dimensión mundial de las injusticias sociales, **« con situaciones que claman al cielo »**, que incitan a la acción, por lo que **« hay que darse prisa. Muchos hombres sufren y aumenta la distancia que separa el progreso de los unos del estancamiento o de un retroceso de los otros »**.[6] Es evidente la urgencia para llegar a una meta feliz por el razonable camino de la colaboración. **« Justicia y Paz son un nombre y un programa. Pensamos que este programa puede y debe juntar a los hombres de buena voluntad con nuestros hijos católicos y hermanos cristianos »**.[7]

3. El P.S.O.E., definiéndose a sí mismo

AFIRMA que el socialismo, en definitiva, tiene como meta el fin de las enajenaciones del hombre y su recuperación como verdadero ser humano en plena dignidad.

El socialismo actual, como actitud política, proviene del movimiento proletario que Marx inspirara en protesta de los males sociales provocados por el capitalismo. Es objetivo del socialismo descartar de su influencia a la minoría que concentra el poder económico y controla los medios de producción en la vida de los pueblos, con el fin de que dicho poder y riqueza económica se extiendan a todos. Mientras el principio básico del capitalismo es la satisfacción de las necesidades humanas. El capitalismo utiliza al hombre como medio para obtener como fin la adquisición de mayores ganancias. El capitalismo crea necesidades antinaturales que, al ser satisfechas, provocan en la gente que triunfa dentro del sistema un insensible conformismo, pura expresión de la insolidaridad humana, amparada por un Estado protector de los privilegios de clase.

El socialismo substituirá al capitalismo por estructuras en las que el interés público, el bien común, se antepondrá a cualquier interés de lucro privado. Dentro de un programa socialista la propiedad pública de los medios de producción es compatible con la existencia de la propiedad privada en aquellos otros sectores que no permitan la preponderancia de una clase sobre el resto de las gentes de un país.

El socialismo no cree que la lucha de clases es algo que se pueda aceptar o rehuir, como el contenido de un programa político. La lucha de clases es un hecho brutal de todas las épocas, que en ésta ha sido impuesta principalmente a la clase obrera. El socialismo reconoce la realidad existencial de la lucha de clases, que no ha provocado ni provoca, ni mucho menos exacerba, tratando de coordinar los odios que de la misma lucha se derivan en aras de una mayor eficacia bélica. Con el sistema capitalista la lucha de clases se encuentra entablada entre la minoría que posee los medios de producción y la mayoría desposeída de dichos medios, cuyo trabajo, convertido en una mercancía deshumanizada, es pagada al trabajador por debajo de su valor real y efectivo. En la lucha de clases el socialismo toma la defensa del débil, en contra de las presiones, cada vez más fuertes, de los que explotan estas situaciones injustas. La social-democracia aspira a una sociedad sin clases, pero mientras esto ocurra, renunciando a la violencia irracional y al derecho de la fuerza, opone en su lucha contra el sistema capitalista, la fuerza del derecho basado en la justicia protectora de las aspiraciones humanas por una vida digna de ser vivida.

Esta afirmación no es retórica de circunstancias. He aquí algunos fragmentos de la **Declaración de Principios**, formulados en Francfort por la **Internacional Socialista** en 1951 : **« El socialismo es un movimiento internacional que no exige rígida uniformidad en sus concepciones; que los socialistas funden sus convicciones en el marxismo o en otros métodos de análisis de la sociedad, o que los funden en principios religiosos o humanitarios, todos luchan por un mismo fin: por un sistema de justicia, social, por una vida mejor, por la libertad y por la paz »... « La implantación del socialismo no se hará automáticamente. El socialismo no reserva ni impone al pueblo un papel pasivo, pues no puede realizarse sino con la participación activa del propio pueblo. Por eso constituye la forma superior de la democracia »... « Sin libertad no hay socialismo. El socialismo no puede realizarse sino en la democracia y la democracia no puede desarrollarse sino en el socialismo. La democracia implica la existencia de diversos partidos y el derecho a la oposición »... « El socialismo aspira a ir más allá que el establecimiento de un nuevo orden económico y social. El progreso económico y social encuentra su profunda justificación moral en la medida en que sirva a la emancipación y a la dignificación de la persona humana »**.[8] El Partido Socialista Obrero Español mantiene y defiende todos estos principios y es miembro fundador de la "Internacional Socialista", que los proclamó en Francfort en 1951.

El Partido Socialista Obrero Español cree que el análisis del hombre en su interrelación social a lo largo de la historia hace posible el conocimiento de las leyes de su evolución, de su progreso y de sus fallas. Para este análisis son necesarios instrumentos de investigación que nos lleven a la verdad, que es una, a través de los innumerables

(Pasa a la pág. 7)

---

1 Populorum Progressio. Paulo VI, 1967.

2 Populorum Progressio. Paulo VI, 1967.

3 Populorum Progressio. Paulo VI, 1967.

4 Gaudium et Spes. (43) Concilio Vaticano II, 1966.

5 Tarea doctrinal y renovada del Concilio (5). Paulo VI, 1966.

6 Populorum Progressio. Paulo VI, 1967.

7 Populorum Progressio. Paulo VI, 1967.

8 Declaración de Principios de la Internacional Socialista. Frankfort, 1951.

Los fascistas españoles elogian a la Unión Soviética

Aumenta el comercio con los países del rublo. Polonia ha comprado una gran partida de camiones «Pegaso», los mismos que son despreciados en Europa. Rusia compra aceite y vino, seguramente a cambio de petróleo. Se exhiben telefilms de dibujos procedentes de la televisión comunista. A los Congresos económicos, políticos y sociales que se celebran en Moscú asisten grupos más o menos oficiales, que representan a la dictadura de Madrid. Autores soviéticos pasean por calles y pueblos de España. Se acercan turistas, ocupan los escenarios los « ballets » de Praga, de Moscú, de cualquier otra ciudad de detrás del « del telón de acero ». Bobby Deglané, admirador de Hitler, falangista de la vieja guardia, franquista empedernido, enemistado con Fraga porque no le concede un espacio en la TVE, viaja a Moscú y canta las excelencias de la vida soviética. He aquí la entrevista que se ha publicado en « El Alcázar » el 19 de agosto. Júzguelo el lector como merece :

« —Este segundo viaje ha surgido como consecuencia del que realicé anteriormente. Entonces publiqué una larga serie de trabajos sobre la Unión Soviética, lo que motivó que la agencia de prensa Novostí me cursase una invitación para volver a visitarles.

Han sido seis días locos. Levantándose antes que el sol y acostándose a las tantas de la noche. Entrevistando gentes, viendo ciudades, viviendo al ritmo acelerado la aventura del país más desconocido de Europa.

—¿ La impresión que le ha producido Rusia ?

—Pienso que es un país sistemáticamente organizado. Ha superado todos sus problemas internos a base de grandes sacrificios, de ingentes sacrificios, que ha ocasionado un sinnúmero de sufrimientos al pueblo, tales como la necesidad y la privación. El proceso de abnegación llegó al máximo con la guerra, y acabada ésta, se presentó en Rusia el problema de la reconstrucción y recuperación. Se fue racionalizando todo, y la abnegación del pueblo adquirió un punto tal, que un espectador superficial hubiera podido creer se trataba de un pueblo inmovilista, estático. Al igual que el español en la época en que a nosotros nos tocó sufrirlas, el ruso es un pueblo enormemente sufrido para aguantar colas. El premio a este sufrimiento es hoy su arrolladora dinámica creadora.

—¿ Cómo es, Bobby, la Rusia actual ?

—La Rusia de los diez o quince últimos años es superdinámica. El ritmo de trabajo es impetuoso y sobrecogedor. Así se justifica que haya llegado a primera potencia, en segundo lugar después de los Estados Unidos, si bien en muchos aspectos aventajan a éstos.

—¿ Por ejemplo ?

—La educación es gratuita. La asistencia médica también es gratis para todos y en cualquier circunstancia. Hay tales garantías sociales de jubilación, que no existe el ahorro. Los rusos no tienen razón para ahorrar, sino sólo para gastar lo que ganan.

—¿ Qué es lo que no está resuelto ?

—Por ejemplo, la atmósfera de confort, el sibaritismo social. Sin embargo los síntomas son que el país va a cambiar bastante en este aspecto. Eso es lo que los chinos llaman aburguesamiento de los soviéticos. También su turismo es pobre. Pero se dan grandes lujos espirituales, a tal punto que sus espectáculos artísticos son inimitables. »

¡Oh, la Unión Soviética, paraíso del proletariado, elogiada por los grandes y siniestros fascistas españoles !

LA MALICIA DE LOS PERIODISTAS

En España, los periodistas conocen por obligación lo que es la famosa falsa « libertad de Prensa », que ha sido agravada con la monstruosa modificación del Código Penal y con la no menos monstruosa ley de los « silencios... de Estado ». Por eso, más de una vez hay que leer con más de una vez hay que leer con lupa y entre líneas lo que determinados periodistas escriben en los periódicos. Hay temas que no pueden tocar, referidos a España. Hay negocios fabulosos que no pueden denunciarse so pena de enredarse en las mallas del Código Penal. Hay apreciaciones acerca del Caudillo que no se atreven a escribirlas, temerosos de incurrir en graves sanciones. Pero como estiman de su obligación lanzarlos a la publicidad, acuden al socorrido medio del subterfugio y de la simulación.

Así, hace unos días, en el diario « Madrid » y con el título de « De Gaulle y el imán del Poder », se decía :

« ... Es lástima que De Gaulle, como ocurre tan a menudo en política, no haya comprendido el momento en que su misión ya se había terminado y se retirara en medio del aplauso y del agradecimiento de casi la totalidad de los ciudadanos de su país.

No ; De Gaulle, atraído por el imán del Poder y víctima del vértigo de la grandeza, ha persistido demasiado en el Gobierno, y hombre de acción más que cualquier otra cosa, ha querido « hacer cosas nuevas » aun a riesgo de hacerlas mal. De esta pasión orgullosa, de este deseo por dejar un « impacto personal » en la historia de Europa y del mundo, arrancan una serie de decisiones: equivocadas, unas, desproporcionadas a las posibilidades de acción del país, otras, negativas todas ».

El periodista cita a De Gaulle, pero no hay duda que piensa en Franco. En eso consiste la « malicia » del periodista. Y los lectores avisados que todavía quieren leer los periódicos que se editan en España, así lo habrán comprendido.

Casi al mismo tiempo, el corresponsal en Londres de « Ya » y de la « Vanguardia », daba un documentado artículo acerca de los despilfarros a que se entrega al parecer la Administración en Gran Bretaña, los negocios que se han hecho con motivo de la compra de aviones, de los « suplementos » de gastos que aparecen en determinadas construcciones, etc. Una página sucia, fea, para la bien ganada reputación de integridad moral británica. Todos esos datos que utilizaba y reproducía el corresponsal, los había sacado del documento redactado por la Comisión parlamentaria designada para investigar las denuncias hechas por ciudadanos británicos. Los periódicos ingleses han publicado y comentado dicho documento. Lo ha dado la televisión. Habrá interpelaciones en el Parlamento. Los países democráticos son así. Hay ciudadanos que cometen fechorías en perjuicio del erario nacional y hay otros ciudadanos cuyo civismo les lleva a formular las pertinentes denuncias, que firman. Y hay un Parlamento que designa la Comisión investigadora. Y sus conclusiones se hacen públicas y, si ha lugar, intervendrán los Tribunales de Justicia que castigarán duramente a los delincuentes... Todo ello, repetimos, es lo propio de una democracia. Todo lo contrario de lo que sucede en España, donde se roba a mansalva y no pasa nada, por estar comprometidos en esos latrocinios los hombres más encumbrados del régimen. La malicia del corresponsal en cuestión consiste en este caso en hablar de la podredumbre de Inglaterra para que sus lectores piensen en la podredumbre que existe en España, pero que nadie denuncia y mucho menos castiga. La impunidad en España es Ley. Hasta que llegue el día en que puedan decirse las cosas como son y se digan los nombres de los ladrones. Entonces, es posible que el pueblo no aguarde a que dictamine ninguna Comisión investigadora ni a que intervengan los Tribunales de Justicia, sino que se adelantará a todos ellos para hacer justicia expeditiva.

No lo decímos nosotros

No lo decimos nosotros. Lo dicen ellos. Son los que escriben en diarios que se publican en España, quienes, a veces, dicen cosas archisabidas pero que no se atrevían a escribir por miedo a las represalias de ese pequeñc dictadorzuelo que regenta el Ministerio de Información y Turismo. El dictadorzuelo en cuestión ha dado orden a sus sicarios y encargados de la censura —perdón, que ahora no hay, en España, « censura », ya que el gabinete de censura ha sido substituído por el « gabinete de orientación »— ha dado órdenes a sus sicarios del gabinete de orientación de que hagan la vista gorda a cuanto escriban los periodistas, siempre que no se metan con él o con el Caudillo. Fraga es tan intocable como Franco, lo que no agrada al salvador de España.

Espigando los periódicos que se publican en España nos hemos encontrado con lo que sigue, que brindamos a nuestros lectores :

ZOZOBRA, INQUIETUD, DESCONCIERTO...

En «ABC», y con la firma del ex embajador de Franco en París, José María de Areilza y con el título que antecede, escribe :

«... Hay por doquier zozobra, inquitud, desconcierto y una sensación justificada o no, de ausencia de verdadero rumbo. La economía española ¿ sabe realmente dónde va ? Los paternalistas contestarán por la afirmativa, con el habitual florilegio de lugares comunes autocomplacientes que poco o nada tienen que ver con la realidad. Pero en el ánimo de los hombres responsables, de aquellos centenares o millares de españoles de quienes depende cotidianamente el funcionamiento complejo y delicadísimo de una fuerte economía moderna, late una grave preocupación que no sería conveniente perpetuar. Si nuestro proceso de integración continental es definitivo e irrenunciable habrá que sacrificar unos elementos y defender otros para que la continuidad de nuestra vida económica subsista con normalidad. A Jacques Rueff, espíritu brillante y profundo a quien la Francia contemporánea debe algunos de sus más logrados avances económicos, le oí decir, hablando de las planificaciones, esta sugestiva frase : « En el fondo, el verdadero problema del gobernante es saber, en cada período, qué dosis de pasado puede tolerarse en el presente y cuánto presente habrá que dejar vivo en el porvenir. »

COMPRE PRODUCTOS ESPAÑOLES

« ... Esa frase —dice Jaime Campmany en « Arriba »— es el resumen y el compendio de la política económica de autarquía. Ese es el lema del patriotismo autárquico. Os confieso humildemente que ese lema me deja perplejo y un tanto confundido. Los españoles solemos declarar un orgullo hacia nuestras cosas y luego practicamos una invencible inclinación hacia las cosas extranjeras. Yo he visto a un caballero dedicar vehementes palabras de inflamado patriotismo al esfuerzo industrial de España, a la bondad de nuestro productos industriales « que pueden competir, muchas veces con ventaja con los mejores productos extranjeros». Y añadía: « Quien lo niegue es un ignorante, un snob o un estúpido. » Aquel caballero viaja en un «Mercedes», lleva en la muñeca un preciso y precioso reloj «Universal Genève», viste paños ingleses, bebe whisky escocés, calza siempre « bally » suizos, se pirra por el foie-gras de Estrasburgo, obsequia en las grandes ocasiones con Dom Perignon, fuma tabaco de Virginia, posee porcelanas alemanas y un tocadiscos esterofónico americano, ha regalado a su hijo una « Graziella », lee « París Match » y encarga la confección de sus camisas a un camisero de Via Condotti. Ignoro si para los intérpretes rigurosos del « slogan » « Compre productos españoles » este caballero será un patriota. Lo que no cabe duda es que es un entendido.

Durante muchos años nuestros aristócratas de la sangre y nuestros príncipes del dinero han exaltado las virtudes de la raza hispánica y aun los fuertes rasgos del carácter celtibérico, han exaltado nuestra capacidad de egocentrismo hermético y orgulloso, han elogiado nuestro folklore y nuestro casticismo. Y a renglón seguido han mostrado su refinamiento y su distinción tomando el rápido de Irún para divertirse en París, veraneando en Biarritz o en Ostende, exportando modas y bailes, encajes y vinos, chucherías y "nurses", automóviles y enfermedades. El suyo ha sido un magisterio de costumbres extranjerizante. Digamos, en su honor, que se adelantaron en muchos años al Mercado Común, a las zonas de libre cambio y a la política de derribo de barreras arancelarias. »

PODER ADQUISITIVO DEL DINERO

« Según una encuesta realizada por el Instituto de Industria alemán sobre el poder adquisitivo del dinero en varios países —informa « Blanco y Negro »—, un obrero medio no especializado debe trabajar ocho minutos en Alemania occidental para poder comprar un litro de leche. Igual tiempo de trabajo requiere el obrero sueco y el norteamericano para adquirir el mismo alimento. El holandés, en cambio, necesita diez minutos; el francés, once; el belga, doce, y el italiano, veinte. Para comprarse un traje le son precisas veintiuna horas y diecisiete minutos de trabajo al obrero norteamericano ; veintinueve horas y treinta y ocho minutos, al sueco; treinta y dos horas y cinco minutos, al alemán; treinta y tres horas y un minuto, al holandés; cincuenta y nueve horas cuarenta y nueve minutos, al francés ; sesenta y tres horas treinta y nueve minutos, al belga, y setenta y ocho horas diecisiete minutos, al italiano. El precio de un corte de pelo equivale al dinero recibido por cuarenta y cinco minutos de trabajo de un obrero belga, cincuenta y cuatro minutos de un holandés, cincuenta y nueve minutos de un sueco, una hora y catorce minutos de un francés, y una hora y veintitrés minutos por un italiano. Para obtener el dinero necesario para adquirir una entrada de un cine de barrio, el obrero alemán debe trabajar treinta y dos minutos; el sueco, treinta y cuatro minutos; el belga, treinta y siete minutos; una hora y diez minutos el francés, y el italiano, una hora y veintinueve minutos. »

Lo que no dice « Blanco y Negro » es lo que el obrero español tiene que trabajar para poder adquirir todas esas cosas. Claro está que « Blanco y Negro » publica esa encuesta para que sus lectores hagan por su cuenta los cálculos, referidos a España.

En ese sentido, recordamos que a un metalúrgico español que visitaba Noruega le preguntó un metalúrgico del país por el valor adquisitivo de la peseta en España. El español, después de decir los jornales que le pagaban, a guisa de conclusión y para que comprendiesen mejor lo que acababa de decir, añadió : « Este traje que llevo puesto, representa mi salario de un mes. » Ante la sorpresa que les produjo dicha afirmación, pues no faltó quien se preguntase si para poder comprar un traje tenía que ayunar todo el mes, nuestro metalúrgico añadió : « Yo trabajo horas extraordinarias. Yo trabajo doce horas todos los días. Por eso podemos comer en casa y... cuando no hay más remedio, me compro un traje.

—Pues yo, contestó el metalúrlúrgico noruego, con el salario de un día puedo comprar un traje como ese.

¿ PERO QUE ES ESTO ?

« En medio del dinamismo social que tenemos los españoles en estos momentos para delanclarnos del pasado —escribe «Pueblo—, aparecen, de vez en cuando, algunas muestras que no tienen nada que ver con el nuevo semblante del país, ni, por supuesto, con la España de hace medio siglo, sino que son monstruosos reverdecimientos de tiempos más alejados de nosotros, como esos relatos fantásticos de animales antediluvianos que tras hibernaciones colosales vienen a las orillas del mundo actual.

Llevamos un año sorprendente ; canónigos que son propietarios de tierras y no las sueltan por muchas encíclicas que les caigan encima y que seguramente ellos mismos defenderán en los púlpitos con la mejor voz evangélica. Aristócratas que de repente se saben que son dueños absolutos de pueblos enteros, incluídos manantiales, tierras de pan y cementerio. Ahora, según se nos ha informado, unos clérigos y sus alevines cristianos de término municipal, que robaron la talla de una Virgen famosa y dicen que no la piensan devolver hasta que no sean catalanes todos los clérigos de la región. ¿ Pero qué es esto ? ¿ Por qué no rescatamos ya un eficacísimo nombre acuñado en la República —que también hizo algunas cosas buenas—, como es el de « cavernícolas », para separar cuidadosamente nuestra sociedad actual, progresiva, moderna, arrolladora de las viejas barreras económicas, sociales, culturales y hasta religiosas (en este aspecto, de acuerdo con el inolvidable artículo del padre Arias sobre el verdadero rostro de Dios) de los dinosaurios que están apareciendo con peligrosa frecuencia). Una vez que hayamos establecido este mínimo cordón sanitario entre la España que es y los plantigrados medievales, parece oportuno recabar de las autoridades civiles y religiosas que, con la energía de soluciones que pone la época en nuestras manos, se nos libre del bochorno a nivel universal de que aquí pueda haber todavía propietarios de tierras cuyos terrenos no han visto más que administradores de renta, y que han trabajado generaciones de familias campesinas ; y de que puedan robar vírgenes los cerrilismos locales o regionales, convirtiendo un acto de aldeana emoción religiosa en sacrilegio absoluto y en superstición intolerable. España se mueve positivamente hacia adelante y hay que evitar que lo haga, aunque sea esporádicamente, hacia atrás. »

POR PRIMERA VEZ...

Por primera vez, desde hace muchos años —dice « Le Figaro » de París hablando del turismo en España y en la Costa vasca francesa— por primera vez este año hemos visto a no pocos españoles fronterizos llegar a Francia a hacer sus compras diarias, pues determinados productos están en Francia más baratos que en España o son de mejor calidad, lo que para el caso es lo mismo. ¡ Se acabó, pues, el « paraíso » español !

La decadencia económica en España y el Opus Dei

El profesor de Universidad Juan Velarde acaba de publicar un libro acerca de « La decadencia económica de España ». Con ese motivo ha sido interrogado por un periodista. He aquí las respuestas :

« —Veo fácil la introducción de una serie de medidas avanzadas en política económica. Ya no causan tanta repulsión como antes. De todas formas, los grupos de presión ofrecerán una resistencia marcadísima. Saben que se juegan todo en el envite. Pero si llegaran a tomar una postura totalmente reaccionaria se suicidarían.

—El mecanismo económico español parece se está embarcando hacia un aumento de precios, una vez más. Por tanto, nuestro sistema juega de una manera defectuosa, y ello hace normal la subida de precios. Perjudica a las gentes que poseen sueldos fijos. Se les deprimen sus ingresos. Ciertos empresarios se están lucrando y precisamente aquellos que por su conducta social no lo merecen.

El ahorro voluntario —continúa el catedrático— es necesario al país. Pero desaparecerá si continúa la devaluación de la peseta. El que tiene algún dinero está asustado. Va a buscar mecanismos donde no lo pierdan : la Bolsa hace años ; hoy, la especulación del suelo. O lo que sea. El proceso continuará ; tiene siempre una causa común. El ahorro se invertirá donde se pueda. Yo no critico, por eso, a los especuladores —al fin y al cabo defienden su dinero—, sino al sistema económico que los crea.

—La reforma del régimen de propiedad, la ampliación de las empresas públicas y la creación de un sector socializado, controlado por los obreros, son soluciones que usted apunta. ¿ Cree que van a ser posibles pronto en el país ? ¿ Lo van a permitir las fuerzas actuantes en nuestro mundo económico ?

—No están dispuestos, desde luego, a permitirlo. Han jugado, han apostado a que no. Nosotros —siguiendo un símil del póker— estamos empezando a decir «voy», «voy». Puede que tenga «escalera», pero quizá nosotros poseamos un «repóker»... Ahora mismo las cartas están oscuras. Pero ellas, es indudable, están dispuestas a jugar fuerte. ¿ Un farol ? ¿ Para asustar? ¿Van a intentar forzar un descarte para ver si les llega un cómodo comodín ?

—Una última pregunta. En su libro existe una referencia a las tesis económicas de un muy concreto grupo político, que usted considera catastrófico, ¿ por qué ?

—La filosofía del grupo a que me refiero es el neoliberalismo económico. En una economía donde la regla es el monopolio, el dar libertad significa dar ya excesiva libertad. Se trata de un sector que ampara todo lo viejo dentro de la estructura social y económica. Su mecanismo está ligado a una institución que pone la «I» con mayúscula. Que posee un sentido reverencial del dinero. Sus textos marcan una serie de contactos con el puritanismo que puso las bases de la economía de Nueva Inglaterra. Pero de este nuevo puritanismo se puede llegar en su aplicación a la España actual a una catástrofe. El unir el mundo de los negocios con el mundo religioso es algo muy peligroso, sobre todo si tenemos en cuenta la frase de que no se puede servir a dos señores...

*

La aparición del libro del profesor Velarde coincide con la distribución del informe de la O.E.C.D. acerca de España, en el que se habla de la ascensión galopante de la inflación en nuestro país, mal que pese a los hombres-ranas del régimen franquista.

El ministro de Hacienda ha te-

(Pasa a la pág. 4.)

EL SINDICALISMO ante su destino

El sesenta y cinco aniversario del antiguo presidente de la C.I.O.S.L.

La Confederación Internacional de Organizaciones Sindicales Libres ha felicitado a su antiguo Secretario general, Omer Becú, por su sesenta y cinco aniversario, el 21 de agosto de 1967. Habiendo ejercido las funciones de Secretario general de la C.I.O.S.L. durante siete años, Omer Becú se había visto obligado a ofrecer su dimisión por razones de salud ante el Comité ejecutivo de la Confederación, quien la aceptó el 15 de marzo pasado. Alfredo Braunthal, Secretario general adjunto, ha dirigido a Omer Becú, en nombre del Movimiento sindical libre internacional el agradecimiento por los incalculables servicios prestados a los sindicatos y a sus ideales, en el plano nacional belga, primero, y en el plano internacional, después. La C.I.O.S.L. presenta a Omer Becú su deseo de una vida feliz y de una mejor salud.

Los socialistas españoles, que conocen en Omer Becú a un gran amigo, también se asocian en esta simpatía, como lo hicieron el pasado mes de abril cuando nos visitó en Toulouse en respuesta a una invitación de la U.G.T.

Los Secretariados profesionales internacionales piden el retorno a la ley constitucional en Grecia

La Conferencia general de los Secretariados profesionales internacionales asociados a la Confederación Internacional de Organizaciones Sindicales Libres (C.I.O.S.L.) reunida en Bruselas el 31 de agosto y primero de septiembre, ha discutido ampliamente de la situación sindical en Grecia, y ha pedido el rápido retorno del país a la ley constitucional y el reconocimiento de todos los derechos fundamentales, tales como el de asociación, y, para los sindicatos, el de poder recaudar libremente las cotizaciones de sus miembros.

Los Secretariados profesionales internacionales agrupan, en el plano internacional, a los sindicatos del mismo sector profesional. Los Secretariados representados en la Conferencia por sus principales dirigentes, eran : Federación Internacional de Empleados y Técnicos, Correos y Telecomunicaciones, Servicios Públicos, Trabajadores de las Plantaciones y Agricultura, Transporte, Mineros, Calzado y Cuero, Petróleo y Química, Artes Gráficas y Espectáculo.

La C.I.O.S.L. estaba representada por sus Secretarios generales adjuntos Alfred Braunthal y Morris Paladino.

La Conferencia ha discutido también de los medios para acentuar la cooperación entre los Secretariados y la C.I.O.S.L.

En esta Conferencia se discutieron también otros asuntos.

El Movimiento sindical libre y la jornada de alfabetizaciôn

En el cuadro de los esfuerzos mundiales para combatir el analfabetismo, la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura (UNESCO) ha proclamado el 8 de septiembre, Jornada Internacional de la Alfabetización. Esta se propone sacar a la luz el problema d l analfebetismo, grave abstáculo para el progreso en todas sus formas, por medio del cumplimiento en todos los países de esta Jornada. Desde hace mucho tiempo ya, el movimiento sindical internacional libre está asociado a la lucha contra el analfabetismo. Hace poco, la primera Conferencia mundial sobre la Educación en el movimiento sindical, que ha organizado la C.I.O.S.L. en Montreal d l 16 al 25 de agosto, adoptó una resolución por la que se llamaba al movimiento sindical libre a participar en la Jornada Internacional de Alfabetización del 8 de septiembre de 1967 y para apoyar activamente la campaña emprendida por la UNESCO en este terreno.

RESOLUCION DEL SECRETARIADO PROFESIONAL INTERNACIONAL DE LA ENSEÑANZA SOBRE LOS ACONTECIMIENTOS DE ESPAÑA

El Consejo General del Secretariado Profesional Internacional de la Enseñanza, celebró su reunión anual en Villach (Austria), del 18 al 22 de julio pasado,

Por lo que se refiere a los acontecimientos de España, el S. P. I. E. aprobó la siguiente resolución :

El Consejo General del S.P.I.E. hace un llamamiento al personal docente del mundo para que apoyen a los estudiantes y profesores que en España luchan por la conquista de la libertad de expresión y la libertad sindical,

protesta enérgicamente contra la sanción arbitraria aprobada por el Gobierno franquista por lo que se refiere a los profesores José Luis Aranguren y Enrique Tierno Galván que han sido excluídos definitivamente de la Universidad,

denuncia la reciente y brutal represión franquista con motivo de la celebración de la Fiesta del Primero de Mayo, así como la pretendida liberalización del régimen de opresión que sufren los intelectuales y la clase obrera,

evoca las libertades fundamentales inscritas en las Cartas constitutivas de las Naciones Unidas, de la Unesco y la O.I.T., así como la Recomendación referente a la « Situación del Personal Docente » aprobada en la Conferencia Intergubernamental de la Unesco en octubre de 1966,

apoya el llamamiento a la solidaridad y asistencia a los trabajadores españoles lanzado por la C.I.O.S.L. el 13 de junio pasado, y sigue con verdadero interés la acción llevada a cabo por los trabajadores españoles, solidarizándose con ese pueblo que viene luchando desde hace tiempo por conquistar sus libertades con el firme propósito de llegar a ser verdaderos ciudadanos en una España digna, libre y democrática.

P. S. O. E.

Importante reuniôn del Comité Director

El Comité Director del Partido Socialista Obrero Español se reunió en Toulouse en los días 9 y 10 de agosto de 1967. Asistieron los miembros de la Comisión Ejecutiva siguientes : Miguel Armentia, Rodolfo Llopis, Carlos Martínez Parera, Juan Iglesias, Bernardo Simó, Arsenio Jimeno, Manuel Muiño, Ildefonso Torregrosa y Francisco Docampo. Se excusó el compañero Pascual Tomás, por encontrarse enfermo.

Asistieron igualmente los Vocales efectivos del Comité Director, compañeros Manuel Martínez Cruz, Paulino Rodríguez, Ruperto Rodelgo, Arcadio Martínez, Rosalío Donas, Isaac Fernández, José Martínez de Velasco y Ovidio Salcedo. El compañero Evaristo Expósito excusó su ausencia por motivos justificados. El compañero Benito Alonso se excusó por motivos igualmente justificados, asistiendo en su lugar el Vocal suplente Paulino Barrabés. El compañero Juan Tundidor no asistió ni se excusó. Asistió el Vocal suplente Justo Alonso.

El secretario de la Federación Nacional de Juventudes no asistió por razones de trabajo. Igualmente se excusó, y por las mismas razones, la compañera Carmen García, secretaria del Secretariado Femenino.

Estuvieron representados nuestros Grupos y Federaciones de Alava, Alicante, Almería, Burgos, Cádiz, Canarias, Cataluña, Granada, Giupúzcoa, Madrid, Salamanca, Santander, Valencia, Valladolid, Vizcaya y Zaragoza, así como la Comisión Permanente. Se excusaron otros Grupos y Federaciones.

Fue elegido Presidente de las reuniones del Comité Director el compañero Ovidio Salcedo.

El Secretario general hizo la presentación de la Memoria de gestión que la Ejecutiva presenta al Congreso, ampliando determinados aspectos de la misma y señalando los rasgos más salientes del trabajo realizado en España. Terminó invitando a los representantes de los Grupos y Federaciones que integran el Comité de Coordinación para que informaran de la situación actual de sus respectivas organizaciones y de las consecuencias que han tenido las manifestaciones y las persecuciones ocurridas durante los meses de abril y mayo. Los representantes de los Grupos y Federaciones informaron cumplidamente. La Memoria de la Comisión Ejecutiva fue aprobada por el Comité Director.

El compañero Ovidio Salcedo dio lectura al Informe que de su labor ha realizado la Editorial Pablo Iglesias, Informe que se publicará en nuestro semanario.

El compañero Tesorero informó del estado de cuentas del Partido y del semanario, que fue aprobado por el Comité Director.

Antes de entrar a discutir las cuestiones políticas que figuraban en el Orden del día, se reunieron los componentes del Comité de Coordinación para tratar de presentar un texto común. Dicho texto sirvió de base de discusión en el Comité Director y tras ligeras modificaciones introducidas en el mismo, el Comité Director acordó que pasara a las Comisiones pertinentes del Congreso como documento de trabajo de las mismas.

El Comité Director designó a los compañeros Rosalío Donas y Justo Alonso para que asistiesen al Congreso en nombre del mismo. El Comité Director, por último, designó una Comisión de su seno para que visitase al compañero Pascual Tomás y le expresara los deseos del Comité Director de su pronta y total curación. Asimismo, acordó enviar un saludo al compañero José Barreiro deseándole igualmente su pronta y total curación.

ETATS-UNIS : l'escalade raciale

Les émeutes raciales aux Etats-Unis, pour la plupart d'entre nous, ce sont avant tout des images de violence. Pillages, incendies, morts d'hommes, répressions policières. Par-delà, il y a la révolte désespérée des Noirs, relégués au rang de citoyens de second plan par la ségrégation, qui est aujourd'hui souvent plus de fait que de droit.

Ce qu'il faut admettre, c'est qu'il ne s'agit plus maintenant de passagères poussées de colère dues à la misère ou à l'humiliation. Une véritable guerre raciale (psychologique ou violente) a d'ores et déjà commencé en Amérique. Un cas relativement récent vient nous le prouver avec évidence.

Dans un ghetto de la ville de Milwaukee croupissent 86.000 Noirs. Par quatre fois, la municipalité de la ville leur a refusé une sorte de décret qui supprimerait la ségrégation en matière de logement et leur permettrait de s'échapper quelque peu de leur ghetto. Deux cents de ces hommes, parqués, à cause de la couleur de leur peau, dans un recoin miséreux de la ville, décidèrent de s'organiser et de manifester leur mécontentement. Bref, de revendiquer. Dès leur première manifestation dans les rues de la ville, une bande de Blancs, plus racistes que les autres, se heurtèrent à eux. Il y eut échanges de coups ; il y eut des cris de haine poussés par les ségrégationnistes. Des cris dans le genre : « Nous voulons des esclaves ! » Le soir-même, le local du groupe de protestataires était incendié.

Le lendemain, le deux cents Noirs, accompagnés de quelques Blanc courageux, rééditèrent leur promenade revendicative. Avec les mêmes ennuis. Aussitôt, la municipalité de Milwaukee (qui tient à satisfaire ses électeurs) interdisait toute manifestation dans la ville. Les Noirs bravèrent l'interdit. Cette fois, dans leurs rangs, les mots de « Pouvoir noir » furent lancés. La police intervint. Il y eut à nouveau des incidents, des coups, des blessés et, aussi, des arrestations.

Aujourd'hui, les Noirs du Milwaukee sont 1.500 à défier les autorités de la ville. Des personnalités de la gauche américaine — comme le comédien noir Dick Gregory — se sont joints à eux et tous ont décidé de pratiquer, en se relayant, une sorte de manifestation « non-stop ».

Ce que nous savons de la suite, c'est que la tension monte à Milwaukee et qu'on ne sait où s'arrêtera l'escalade. Il y aura peut-être, un jour ou l'autre, des émeutes semblables à celles de Los Angeles ou de Détroit. Il y aura la répression des émeutes.

Mais si les autorités locales, puis celles de l'Etat de Wisconsin, puis le gouvernement fédéral, ne parvenaient pas à endiguer les Noirs qui s'organisent — qui, poussés par la désespérance, se préparent à la lutte, se préparent à la guerre raciale — que se passera-t-il ? Quelle sera la réaction des Blancs, des « petits Blancs », ceux qui se croient ou se sentent menacés dans leur travail, dans leur vie, par la montée irrépressible des Noirs ?

Il se pourrait qu'ils ne se contentent plus de crier des insultes, de réclamer par défi des esclaves, mais qu'ils descendent eux-mêmes dans la rue, de plus en plus nombreux. Ou pis, qu'ils dotent les Etats-Unis d'un président et d'une administration qui ne sera mise en place que pour mater les Noirs. Et cela pourrait mener à toutes les aventures.

Les Noirs ne peuvent plus attendre. Ils ont attendu trop longtemps. Ils ne veulent plus attendre. Et le président Johnson a trop à faire ailleurs pour se donner les moyens qui satisferaient leurs justes revendications. Les Américains jouent un jeu beaucoup plus dangereux à Détroit qu'au Vietnam : puissent-ils s'en rendre compte à temps !

P. B.

La red de propaganda del Movimiento

Según el diario « Informaciones » la red del Movimiento posee: «41 periódicos, una agencia de prensa, 37 revistas y 158 estaciones emisoras de radio agrupadas en tres cadenas. Por otra parte el Estado controla la agencia de noticias « Efe » —que tiene el monopolio de la distribución de noticias extranjeras en la prensa española— y posee una quincena de estaciones emisoras de radio y todas las estaciones de televisión.»

Con todo esto —y algunas cosas más— aún no se consigue que en España « se piensa bien », ni que todo el mundo comulgue con la « opinión oficial ».

Juventudes Socialistas

PARIS

La. J. S. E., Sección de París, recuerda a todos los afiliados y simpatizantes algunas de las actividades de la Sección :

El sábado 30 de septiempre, a las 5 h. y media de la tarde, y en los locales de la U.G.T., Carlos Atienza García nos hablará de « la aventura de Hernán Cortés ».

Recordamos que pronto aparecerá « Porvenir », que el Secretariado de Arte y Cultura ha emprendido la reorganización de las actividades culturales y deportivas. Además prevé la labor de Formación del Militante. Se prevé la participación de jóvenes de la Sección en un viaje de estudios a un país extranjero También el Secretario de Propaganda ha preparado el material necesario para difundir nuestras ideas, doctrinas y posiciones.

El Comité espera que los afiliados nos ayudarán a realizar estas labores. Rogamos a todos sugerencias y proposiciones a fin de que nuestro programa responda a las inquietudes de los jóvenes. — **El Comité.**

La decadencia econômica en España y el Opus Deí

(Viene de la pág. 3.)

nido que declarar, en la Feria de Valladolid, « que no habría devaluación de la peseta ». Lo ha tenido que decir para ver si puede contener la caída vertical de la peseta. Pero no contendrá nada.

No faltan quienes creen que si ahora se deciden ciertos « técnicos » y ciertos « políticos » a decir en voz alta o a escribir lo que hace tiempo se dice en las tertulias más o menos « especializadas » es porque estiman ha llegado el momento de desnudar ante el país a los tecnócratas del « Opus Dei » que tienen en su mano toda la economía española y que son los principales responsables —no los únicos— de la desastrosa situación económica de España. Las líneas finales de la conversación del profesor Velarde no pueden ser más expresivas.

Pero el «Opus Dei» no se arredra. Tiene dinero. Tiene influencia. Se ha instalado fuertemente en la Universidad y en los puestos decisivos de las finanzas y de los negocios. Y, por si fuera poco, tiene en sus manos una buena red o cadena de periódicos que cubre toda España. Y como el « Opus Dei » padece esa enfermedad que se llama bulimia, todavía quiere tener más periódicos. Ahora mismo acaba de lanzar en Madrid el «Nuevo Diario». Y, sin embargo, en Madrid ya tenía, por lo menos, otros dos diarios : « El Alcázar » y « Madrid ». La política absorbente y dictatorial del « Opus Dei » comienza, aunque tarde, a preocupar a otros franquistas que se creían mejor situados que los opusdeístas cerca de Franco. Y como se acerca la hora de la sucesión del ex Caudillo, se comprende que cada día se perfilen con relativa claridad dentro del propio Gobierno franquista el clan opusdeísta y el clan de los antiopusdeístas. Pero que nadie se haga ilusiones. Si malos son los unos, peores son los otros. El pueblo no puede hacer distinción entre ellos. Todos son responsables de la triste situación que sufre España. Por eso hay que acabar, y pronto, con unos y con otros.

IMPRIMERIE SPECIALE
28-30, Rue Sainte
MARSEILLE 1er

★ Actualidad U.S.A.

EL SENADOR Kennedy en unas recientes declaraciones, ha sugerido que los gastos de guerra en el Vietnam sean bloqueados a « un nivel razonable » —a determinar— y que se dé en los Estados Unidos la prioridad a la mejora de las condiciones de los negros y de los americanos más desfavorecidos El programa de la llamada Gran Sociedad, que fué agitado durante la campaña presidencial de Johnson, costaría 25.000 millones de dólares, lo que cuesta, hoy por hoy, un año de guerra en el Sureste asiático. Otro senador, Fulbright, « paloma de paz » y presidente de la comisión de Negocios extranjeros, ha dicho por su parte que « la Gran Sociedad se ha convertido en una sociedad enferma ya que quiere emprender a la vez la guerra del Vietnam y la pacificación de Detroit », tareas que aparecen como incompatibles aún para el gigantismo americano.

Si el Congreso acepta las proposiciones del presidente Johnson, los impuestos serán aumentados de 10 por ciento, las reducciones de las tasas sobre el teléfono y los automóviles, que habían sido prometidas, serán « aplazadas », y, con todo, el presupuesto tendrá un déficit de quince mil millones de dólares.

El problema financiero se convierte en problema político. Los americanos empiezan a preguntarse si el Vietnam merece verdaderamente tantos sacrificios. Hay que tener en cuenta que el aumento de los impuestos en Norteamérica es bastante excepcional, las últimas medidas semejantes fueron adoptadas en los tiempos de la guerra de Corea. Fue Truman quien aumentó los impuestos de 24 por ciento.

El presidente Kennedy había hecho de la disminución de los impuestos un principio de política económica, pensando favorecer así la expansión de la actividad del país, y lo hizo efectivamente, con buenos resultados, en 1962.

En el último sondaje de opinión, los calculadores electrónicos han comprobado que 56 por ciento de los americanos creen que la guerra del Vietnam está en un callejón sin salida. Mac Namara ha tenido en cuenta este hecho con muchas circunstancias más para calmar a los militares más excitados que empujan hacia una guerra total. Cuya única virtualidad es hacer callar la publicación, por razones estratégicas, de las informaciones políticas y económicas.

★ Olas sobre el Caribe

LA RECIENTE « Primera conferencia de La Habana » de la O.L.A.S. ha terminado por una laboriosa moción de compromiso entre « fidelistas » y comunistas « ortodoxos », más cargados de ron y jarabe de azúcar de caña en favor de los primeros. La resolución final dice que « el deber de los pueblos latinoamericanos es el de hacer la revolución », lo que es bastante vago, pero se aclara que « la insurrección armada es la vía fundamental para América latina ».

El cartel de la conferencia anunciaba ya la sombra de guerrilleros barbudos trepando hacia el monte sobre un fondo rojo...

En realidad, es raro que sin ocupación extranjera un pueblo se lance a fondo a la insurrección armada. Los técnicos de la contraguerrilla U.S.A. de la zona del canal debían meditarlo todos los días.

★ Polémicas comunistas

ROGER GARAUDY, escritor comunista francés, ha publicado un libro, « Le problème chinois », bastante lejos de la línea oficial del último congreso de su partido. Atacado violentamente en « France Nouvelle » se ha registrado con una cierta sorpresa que el mismo órgano comunista daba la palabra para contestar, contrariamente a las costumbres monolíticas de la casa.

Garaudy ha reclamado « un nuevo esfuerzo teórico », y, más fuerte, « el abandono de los esquemas abstractos » en la apreciación de los fenómenos nuevos, así como la aplicación de un esfuerzo de análisis de la situación francesa para examinar « la construcción de un socialismo capaz de responder a las contradicciones específicas nacidas de la historia pasada y de las actuales estructuras de Francia. Un análisis que es indispensable para dialogar con la S.F.I.O., la F.G.D.S. y los cristianos ».

Pero la verdad que no sea una e indivisible, la verdadera libertad de crítica, la democracia del partido, no están aún al orden del día.

ACTUALIDAD el mundo

PAGINA BLANCA

EL X CONGRESO DE NUESTRO P. S. O. E. ha expresado, como era natural, su simpatía entrañable « a la clase trabajadora en general ». También, como lo hemos hecho aquí muchas veces, « a la corriente cristiana que se despierta en España y lucha abiertamente contra el franquismo ». Esta corriente cristiana corresponde a la gran transformación social que vive el mundo y encontró expresión en Juan XXIII, el papa que abrió las puertas de la Iglesia a los vientos del mundo, y en el concilio Vaticano II. Como toda gran marcha, no falta los que quieren ir a contracorriente, los que navegan en la retaguardia y vivían entre rituales dorados.

Entre nosotros el mayor riesgo es el dejarnos arrastrar por viejos y justificados reflejos. Es verdad que Spellmann ha evocado hace poco en el Vietnam los Cruzados de la Causa de la reacción universal, como los obispos de Burgos durante nuestra guerra, pero es importante en la realidad americana que el Vaticano jubile a Spellmann mientras varios de los obispos católicos representativos condenan una guerra cuyo sentido cabalístico, al Norte y al Sur, escapa a los que oímos, sobre todo, los clamores de los hombres que sufren y mueren.

El papa Pablo VI ha emprendido por fin la indispensable reforma de la Curia romana. El ectual arzobispo de Turín, el cardenal Pellegrino, uno de los hombres más representativos de la época post-conciliar, recordaba en una entrevista reciente unas palabras de San Agustín : «¡Cuántos que parecen estar fuera, están dentro ; y cuántos que parecen estar dentro, están, en verdad, fuera ! » Entre los que están fuera hay, por desgracia, buena parte de los católicos tradicionales españoles, que recitan cuando truena aquello de « Santa Bárbara bendita, que en el cielo estás escrita con papel y agua bendita », que quieren mantener la trinidad pueblerina del alcalde, el cura y el sargento de la Guardia civil, tantas cosas que preferimos olvidar. Monseñor Pellegrino explica muy bien esta reacción : « Sí, existe una reacción, es seguro. Pero no es fácil medir su alcance. Se trata de una reacción comprensible : me hubiera quedado sorprendido si no se hubiera producido. Ya que el concilio ha exigido un cambio de mentalidad muy profundo. Esto no es nunca fácil para nosotros, que hemos recibido una formación completamente diferente. Se puede decir que es difícil para todos los que tienen cuarenta años o más. Tenemos que hacer todos un esfuerzo para abrirnos a lo nuevo, el concilio nos exige un cambio de mentalidad, de costumbres, de estructuras. »

El concilio había condenado también « el triunfalismo », el orgullo estéril de una Iglesia enferma de un complejo de superioridad. El obispo de Orense acaba de incurrir en este pecado en el discurso de inauguración de una nueva estación emisora de Iglesia : « Una vez más nuestro Gobierno ofrece al mundo pruebas elocuentes de comprensión cristiana » al « reconocer a la Iglesia el derecho de poseer sus propias emisoras de radio ». Hay ectualmente en España unas doscientas pequeñas emisoras católicas, entre las que una cincuentena se agrupan para formar una red, la C.O.P.E., las otras teniendo calidad de estaciones parroquiales, de un alcance muy limitado. Diarios, emisoras, asociaciones poderosas, grandes catedrales, no hacen olvidar a los católicos que buscan como nosotros para el mañana español justicia y libertad, independencia y esperanza, el precio que se paga por esa gran parada que agrava espiritualmente los más dolorosos sedimentos del recuerdo. Son los militares que impusieron por las armas una voluntad de casta a todo un pueblo los que, según el Concordato en curso, proponen a Roma, a través del Caudillo, las jerarquías de la Iglesia española.

Una personalidad católica hablaba hace poco de su esperanza de que un día la Iglesia de Francia reconocería públicamente que debe su fuerza y su renacer a su separación del Estado, a una libertad de destino que puede servir de ejemplo para nosotros después de tanto desgarramiento interior. Queremos poder dar a la Iglesia, como a todos los españoles, la libertad. Y la Iglesia, como todos los españoles, deben encontrar en la libertad y en la democracia el gran hogar común de los españoles que queremos trabajar, después de tanto tiempo perdido y tanta sangre derramada.

●

Entre mis deberes de vacaciones, que compartiremos, amigo lector, figura un estudio sobre la libertad de nuestro compañero francés Roger Quillot, lleno de zumo como una buena naranja en abril, libro que podríamos traducir « Las dimensiones humanas de la libertad » (« La liberté aux dimensions humaines », "Les Essais", Gallimard, 1967). Desde el primer capítulo me libera de una cierta inclinación a dar un tono apasionado a mis palabras : « La busca de la justicia exige, incluso a pesar nuestro, un elemento motor afectivo ; la preocupación de lo que es el hombre en su carne como en su espíritu, o la curiosidad de su porvenir. Los militantes revolucionarios que vienen simplemente seducidos por una perfección lógica o el rigor de un sistema, alimentarán un día los peores abandonos o las más crueles traiciones. » Y también este hermoso lema : « Ser libre es tener el porvenir ante sí como una hoja blanca, y sentirse con vocación de crear. »

Esta página blanca, ante los trabajadores y ante los socialistas españoles, ante « los católicos españoles que combaten por la dignidad y la libertad del hombre », representa una común esperanza en medio de la cerrazón que vivimos, la represión que redobla, las contradicciones del capitalismo español que se desatan de los Pirineos al Estrecho. Nuestra libertad mañana no será una idea abstracta sino una creación dura y penosa a base de realidades, luchas, y pasión cristalizada en esfuerzo.

A. B.

★ Libros expurgados

BAJO LA IMPULSION de una asociación por la amistad judeocristiana, fundada en Madrid en 1962, sin duda para compensar los estusiasmos pro árabes con ocasión del reciente conflicto en virtud de esa ley del columpio que practica el régimen, nada menos que 159 libros empleados en las escuelas españolas han sido expurgados de las expresiones insultantes hacia el pueblo judío.

Han sido eliminados así términos como « pueblo deicida », « crimen ritual », « usurero », etc.

Un capítulo entero ha sido suprimido en un librito empleado en las primeras clases elementales, titulado « Yo soy español ». Contenía un relato ejemplar : « los judíos matan a un muchacho »...

Cent ans après "LE CAPITAL"

L'édition allemande du premier volume du « Capital » a exactement un siècle. C'est en effet en 1867 que fut publiée la partie initiale, intégralement rédigée par Karl Marx, de cette œuvre fondamentale. Il avait alors quarante-neuf ans. Il devait mourir, en 1883, sans en avoir achevé l'ensemble ; à partir des notes qu'il avait laissées, c'est Friedrich Engels qui la compléta et y mit le point final.

Cent ans après, la pensée de Marx reste à l'ordre du jour. Il n'est pas de courant socialiste à travers le monde qui n'y fasse au moins référence. Sans doute l'analyse marxiste offre-t-elle, ainsi que l'observa Léon Blum, des « points de moindre résistance » : l'évolution des sociétés et celle du capitalisme lui-même s'écartent assez sensiblement des chemins que Marx avait envisagés. Mais l'essentiel garde une pleine actualité et il constitue un apport immense à la doctrine socialiste.

C'est d'abord le matérialisme historique : la découverte du rôle primordial des phénomènes économiques, déterminant des classes antagonistes, appelant l'action organisée des travailleurs. C'est ensuite la démonstration du mécanisme de la plus-value, par laquelle s'accroît le capital, refusant aux prolétaires la réelle contre-valeur de leur travail, qu'au nom de la justice ils ont le droit de réclamer. La démonstration de l'exploitation de l'homme par l'homme allait donner le signal d'une révolte légitime qui dure encore.

Pour le reste, on a prêté beaucoup — notamment en cherchant à justifier l'expérience bolchevique — à Karl Marx, et son visage en a été altéré. C'est ainsi que l'entreprise de Lénine, et plus encore de Staline, qui prétendirent faire du marxisme une philosophie globale, est étrangère à son œuvre. Il suffit, pour s'en convaincre, de rappeler qu'il reprocha au système capitaliste de ne pas laisser aux travailleurs de « temps pour l'éducation, pour le développement intellectuel, pour l'accomplissement de fonctions sociales, pour les relations avec parents et amis, pour le libre jeu des forces du corps et de l'esprit, même pour la célébration du dimanche... »

En vérité, il avait trop bien saisi la « misère de la philosophie » pour s'enfermer dans un cadre trop rigide. Il avait même eu soin d'exprimer une mise en garde à propos du dogmatisme qui pourrait s'attacher à son œuvre. En lui rendant l'hommage dû à un maître incontesté du Socialisme, il est indispensable aussi de s'en souvenir.

Roger FAJARDIE.

★ La reforma en Yugoslavia

DE UN TRABAJO de Georges Montaron en « Témoignage Crétien » :

« Mientras yo circulaba por el país los ciudadanos renovaban todos los órganos de la vida nacional y éstos son numerosos, sobre todo en una federación : asambleas, gobiernos, municipalidades. Y la regla según la cual cada responsable no podrá ocupar el mismo puesto dos veces seguidas era escrupulosamente respetada —aparte la excepción, prevista por la Constitución, en favor del presidente Tito. Excepción que no he oído a nadie criticar. Así, cada cuatro años, en el momento de las elecciones, los responsables emprenden un movimiento giratorio que barre los riesgos de autocracia e impide a los pequeños dictadores potenciales el incrustarse a la cabeza del sector de que son responsables. »

« Los ciudadanos juzgan las proposiciones que les son hechas por la Alianza socialista, organización de masas de la Liga de los comunistas, con mucha libertad de espíritu. Y no las aceptan automáticamente.

« Así se han negado a elegir diputado al ministro del Comercio exterior, que ha sido derrotado por otro candidato. Como en una democracia occidental cualquiera. »

« En varias ciudades, entre ellas Dubrovnik, los ciudadanos no han aceptado los presidentes propuestos por la Alianza socialista. »

« Siguiendo fiel a sí misma, Yugoslavia tiende a una democracia más real, inventando nuevas estructuras que permitan una más amplia participación de las masas. »

De otra parte, un miembro del C. C. le había declarado oficialmente :

« Nuestro objetivo es llegar a la supresión del partido el día en que los consejos obreros hayan tomado en mano la totalidad de la actividad nacional. »

★ 2.600 huelgas

EN EL PRIMER semestre 1967 los Estados Unidos han conocido 2.600 huelgas con un total de catorce millones y medio de jornadas de trabajo perdidas. Es la cifra más elevada registrada por las estadísticas de los últimos quince años.

★ La revuelta de los escritores

LA CARTA QUE Soljenitsyn envió al último congreso de escritores de Moscú no fue publicada en Unión Soviética, pero todo el mundo la conoce, y especialmente los escritores del Este :

«Pronpongo que el Congreso exija y obtenga la supresión de toda censura —abierta o escondida— sobre la producción artística y que libere las casas de edición de la obligación de obtener una autorización previa antes de emprender cualquier publicación.»

Noventa y dos escritores pidieron en Moscú una discusión pública en torno a la carta. En Checoslovaquia, en el reciente Congreso de escritores, la petición ha sido renovada. Un escritor dijo blandiendo el documento :

—Todo el mundo sabe que este texto existe y yo voy a leerlo.

El camarada Kautky, miembro del Comité Central comunista, pidió entonces a todos los congresistas que salieran de la sala con él : sólo dos o tres personas se fueron, mientras que la inmensa mayoría de los congresistas oyó el mensaje condenado, que saludaron con grandes ovaciones.

Entre los escritores checos que aplaudían estaba Ladislav Mnacko, que, por otras razones (la actitud pro árabe de su país especialmente, que condenaba), ha sido excluído del P.C. checo y desposeído de su nacionalidad. Todas sus condecoraciones le han sido retiradas. Mnacko ha declarado :

—Se ha hablado de liberalización, pero una crisis como la del Medio Oriente y la imposibilidad en que se han encontrado los que se oponían a la línea oficial para expresar sus ideas testimonian de una manera clara de los límites de esta liberalización. Si las cosas no cambian verdaderamente iremos a un desastre. Y lo digo como checo y como comunista.

DE MUJER A MUJER

Empezamos esta crónica dedicando nuestro primer trabajo a todas las esposas, hijas o hermanas de nuestros compañeros, a todas aquellas que se sienten socialistas, pero que por razones que poco a poco iremos descubriendo aún no se han decidido a coger el carnet del P.S.O.E.

¿Para qué este diálogo y por qué? Sencillamente, para que las mujeres que dicen no saber nada de política encuentren en nuestro semanario un rincón donde otra mujer evoque sus problemas, comente unas inquietudes que nos son comunes, demuestre que la solución a nuestros dilemas se encontrará en el éxito de la lucha diaria que llevan nuestros militantes. Pero creemos sinceramente que las esposas, hijas, madres y hermanas de nuestros compañeros necesitan una particular atención a fin de evitar que nuestros militantes varones deban, más o menos tarde, escoger entre unos y otras, es decir: sus hogares o sus ideas...

Nosotras, amigas lectoras, sabemos que «De Mujer a Mujer» venceremos las dificultades, y que no tardaréis en manifestaros.

Nuestra empresa es ambiciosa, pues nos dirigimos a unas mujeres que generalmente tienen un temor cerval a la política. Temor justificadísimo, porque ésta, la política, sólo les ocasionó disgustos, sufrimientos, privaciones. Porque por ésta, por la política, unas no tuvieron juventud, otras sacrificaron sus hijos, otras no tuvieron niñez; todas, todas las mujeres de España, temen que la política les arranque al ser que quieren. Este humanísimo sentir, es común, amigas, pero veremos poco a poco cómo ha sido, y es todavía, la causa de muchos de nuestros males.

No vamos hoy a filosofar exaltando la bondad de una convicción política, no.

Hemos dicho que dedicábamos este trabajo a familiares de nuestros afiliados, queremos, pues, ofrecerles las posibilidades que les presentamos, sin cansarnos, para que desde ahora no se mantengan aisladas en sus hogares, confinadas en un estrecho mundo cargado de obligaciones domésticas.

Hasta ahora, para muchas de las familiares de nuestros compañeros, el Partido era algo específicamente varonil donde se abordaban problemas netamente masculinos y donde «una mujer de su casa» no encontraba ambiente. Sentían y sienten por el P.S.O.E. un sentimiento mezcla de respeto y de celos: respeto, porque inaccesible; celos, porque les roba, en parte, la exclusividad del hombre que quieren.

Las Mujeres Socialistas, militantes del P.S.O.E. y de sus Juventudes, han querido poner el medio para remediar todo lo que achacamos, y para que la doctrina del P.S.O.E. no sea solamente interpretada por mayoría de hombres; porque las mujeres, en gran número, acepten su programa, aun cuando se dicen reacias o enemigas a la política. Las Mujeres Socialistas han buscado un medio —deseamos que sea eficaz— para que ustedes, familiares de nuestros compañeros, puedan también encontrar en el seno del Partido el ambiente que muchas veces les falta, para que ustedes todas, viviendo fuera o dentro de España, encuentren la forma de llenar el vacío que les produce la situación actual de nuestro país o la expatriación.

Sabemos, amigas, que nos van a contestar que no tienen tiempo y que ya tienen bastantes ocupaciones con la casa para preocuparos de más cosas. Sabemos que tropezaremos hasta con la «sorpresa» de nuestros militantes (vuestros maridos, padres o hermanos), pero ya hemos dicho que venceremos «De Mujer a Mujer» todos los obstáculos. Porque les percataremos de la necesidad de que vosotras, madres de familia, chicas solteras, mujeres todas, ensanchéis vuestro mundo. Vosotras, si sois madres de hijos ya mayores, sabéis que para no perder el contacto con vuestros hijos, para que el niño que vosotras trajisteis al mundo no se os escape, deberéis adoptar vuestra educación a la época en que vivimos. Vuestros hijos deberán ver en vosotras la madre que comprende y que él comprende. Este problema crucial a ciertas edades no es particular a este o a aquel hijo, es común a una época. Entre madres que intercambian sus ideas se encuentran soluciones, aún más, la madre no sufre tanto el vacío que le deja el niño que se ha hecho hombre.

Y las mujeres solteras, jóvenes o no, encontrarán mil motivos para compartir las inquietudes de otras mujeres. Para todas, son tantos los motivos que les atraerán, que no creemos necesario enumerarlos.

Y todas las mujeres desearán encontrar un escape a sus preocupaciones pecuniarias, desearán encontrar una satisfacción a sus legítimas preocupaciones, comprenderán mejor a sus hombres, y poco a poco, aquello que hasta ahora se les figura vedado, entrará en el marco de sus vidas privadas.

La falta de tiempo, el recelo de la política, se irán venciendo porque veréis, amigas, que también vosotras necesitáis expansionaros, amenizar vuestra vida, y veréis cómo, sin despreocuparos de vuestra casa, podréis tener otros panoramas, otros horizontes.

¡Cuántas, cuántas cosas vamos a ir abordando!

¡Cuántas ideas vamos a exponer y a estudiar!

¡Cuántas soluciones vamos a encontrar cuando los Grupos Femeninos se vayan extendiendo!

Esto es lo que os proponemos, amigas: que vosotras también os adhieráis al Grupo Femenino del P.S.O.E.

C. GARCIA

Comité de Rédaction de LE SOCIALISTE :

Jean PAUL-BONCOUR
Suzanne LACORDE
Georges GUILLE
Gérard JAQUET
Joseph BEGARRA

Administrateur :
Roger SOUTHON

P.S.O.E.

REUNION DE LA COMISION EJECUTIVA

La Comisión Ejecutiva del Partido Socialista Obrero Español se reunió el miércoles 13 septiembre, examinando los acuerdos del X Congreso del Partido y adoptando las disposiciones pertinentes para el cumplimiento de los mismos.

Se procedió a la asignación de funciones concretas a cada uno de los miembros de la Ejecutiva.

Secretaría informó de haber sido distribuída la Circular núm. 1 a todas las Secciones y Grupos departamentales con los acuerdos del Congreso.

El compañero Tesorero dio cuenta de los gastos que ha ocasionado el Congreso, como asimismo informó de la situación económica del Partido.

Se designó al compañero de la Ejecutiva que ha de asistir al Congreso de la Departamental del Ródano, que se celebrará el 30 de septiembre.

La Comisión Ejecutiva, por último, conoció las informaciones procedentes de España que hablan de la campaña que realiza el Gobierno franquista para engañar a la opinión internacional con el pretexto de las llamadas «elecciones de Procuradores». Se acordó dar una Nota pública denunciando esa nueva farsa que forma parte de la falsa democratización del régimen franquista.

LYON

En los días 3, 9 y 10 de septiembre se reunió en asamblea general extraordinaria la Agrupación de Lyon. Entre los puntos del orden del día destacaban la gestión de los delegados al X Congreso nacional y la lectura de la Memoria y nombramiento de delegados para el Congreso departamental.

Presidió el compañero Isaac Fernández y actuó de secretario el compañero Martínez.

Los compañeros Egido y Fernández dieron cuenta de su gestión en el Congreso recientemente celebrado en Toulouse. Varios compañeros pidieron detalles y aclaraciones, a lo que respondieron los compañeros delegados. Esto dio motivo a animados debates. Finalmente se aprobó la gestión de los delegados y los acuerdos tomados en el Congreso.

El compañero secretario dio lectura a la Memoria que el Comité departamental presenta a su X Congreso que se celebrará en Lyon el 30 de septiembre. La asamblea aprobó esta Memoria y designó a los compañeros que han de representar a Lyon en el citado Congreso.

F. M.

PRIVAS

Esta Agrupación celebrará asamblea general extraordinaria el domingo 24 de septiembre, a las 9 h. de la mañana en primera convocatoria y a las nueve y media en segunda, para escuchar el informe del delegado que en representación de esta Sección asistió al X Congreso del P.S.O.E. celebrado en Toulouse.

Se ruega a todos los afiliados la puntual asistencia. La asamblea se celebrará en el sitio de costumbre.

S. C.

LA GRAND'COMBE

Bajo la presidencia del compañero Miguel Leira se reunió esta Agrupación en asamblea el día 3 de septiembre.

Todos los puntos que estaban incluídos en el orden del día fueron discutidos, entre ellos, como estaba anunciado, el compañero José Luna, delegado al X Congreso nacional, dio cuenta de su gestión con un amplio informe del desarrollo del mismo, quedando esta Sección informada y aprobando su gestión, así como los acuerd s tomados.

Se habló del próximo Congreso departamental, que se celebrará el día 10 de los corrientes en Alés, discutiéndose varias cuestiones para el desarrollo del mismo, de lo que tomó nota la delegación que fue nombrada.

También hubo unas palabras de recuerdo para nuestro compañero Agustín Salvador, fallecido el día 2 de agosto tras larga y penosa enfermedad —silicosis— que nos arrebató a un compañero más de la filas del Partido, de cuya Sección en este pueblo, fue miembro desde su fundación.

M. P.

La Chine et l'Inde

Il y avait longtemps que la Chine n'avait plus menacé aussi ostensiblement l'Inde, que Pékin considère peut-être comme sa grande rivale en Asie. Hormis les deux Grands, bien entendu.

Si nos souvenirs sont bons, cela fait quelque cinq ans que l'on n'avait plus tiré, aux frontières himalayennes. En tout cas, depuis le début de la grande crise chinoise, ou, si vous préférez, de la «révolution culturelle», Pékin n'avait pas menacé par les armes la Nouvelle-Delhi.

Pékin n'a même jamais été aussi loin que cette fois-ci, allant jusqu'à parler de faire intervenir son aviation.

On peut se demander si cette attitude vindicative à l'égard du tiers monde ne relève pas, d'une part, de la guerre psychologique et, d'autre part, n'indique pas un changement plus ou moins important en Chine même.

On pourrait imaginer que Pékin cherche, par exemple, en défiant la Nouvelle-Delhi, à rechercher, comme il le fit jadis, une place dans le tiers monde. Mais Pékin, à cet égard, s'est isolé, plus ou moins volontairement, depuis la «révolution culturelle», perdant successivement son emprise en Afrique, puis en Indonésie et partiellement en Corée et au Vietnam.

Dès lors, il pourrait s'agir d'une simple manifestation de force à l'adresse, non pas simplement de l'Inde, mais, au second degré, d'un autre adversaire plus puissant, qui pourrait être les Etats-Unis, voire l'U.R.S.S...

Cela voudrait dire, en ce cas, que les maoistes se sentent assez forts chez eux pour se manifester à l'extérieur. Par exemple, au Vietnam, s'il le fallait.

Dans cette hypothèse, il est possible que Mao ou ceux qui le représentent se sentent près de la victoire en Chine même.

Il ne s'agit certes que d'interrogations. Mais deux autres indications doivent être jointes à l'actuel accès de fièvre à la frontière indienne. Nous vous les laisserons méditer.

L'armée chinoise se livre, toutes les nuits, depuis dimanche, à des exercices militaires près de la frontière de Hong-kong, selon des sources militaires britanniques.

Les radios de Changhaï et de Canton auraient réclamé une ultime bataille contre les opposants de Mao avant la fête nationale du 1er octobre.

La «révolution culturelle» serait-elle près de l'emporter sur ses adversaires?

J.-C. D.

Mercenarios españoles

Por Julio Just

Alguna vez he dicho yo, con una punta de orgullo, que era raro encontrar en la historia de los conflictos y guerras entre las naciones europeas, mercenarios españoles; es decir, soldados que por estipendio sirven a un Gobierno que no es el suyo. Como he dicho, apoyándome en datos verificables, que no va con la naturaleza moral del español, hacer el espionaje. España, en cambio, en sus largas guerras de los siglos XVI y XVII, ha tenido siempre a su servicio soldados mercenarios, la mayor parte alemanes, suizos —sobre todo de los cantones germánicos de Suiza—, italianos e irlandeses.

Pero el español se ha alistado, no **enrolado**, que es nefando galicismo, bajo las banderas de otros países por motivos ideales, generalmente religiosos. Hay voluntarios españoles en las guerras de religión de Francia para exterminar a los hugonotes; como antes, en el siglo XII, los hay para luchar contra la secta religiosa de los albigenses o cátaros inflamados por la palabra elocuente, ardorosa, de Domingo de Guzmán, fundador de la Orden de Predicadores, y de Vicente Ferrer, el del compromiso de Caspe y el concilio de Constanza, y uno y otro, cada uno en su tierra, les separaba algo más de un siglo, inspirados por el criterio del Papa Inocencio III, el de la IV Cruzada y el de la guerra sin cuartel a Juan sin Tierra. Hay voluntarios españoles en la lucha contra la Inglaterra en los Estados Unidos, aunque no se haya hablado mucho de ellos, como se ha hablado de los franceses, a la cabeza Lafayette. Los hay en otros muchos conflictos de carácter político o religioso, por simpatía o afinidad ideológica. En los tiempos modernos se los ve luchando al lado de los hombres de la gran Revolución francesa, con ardor y entusiasmo que causan la admiración de amigos y enemigos. El de mayor relieve es el famoso padre Marchena, hombre de enciclopédico saber que pasma al propio Menéndez Pelayo que escribió sobre él una densa biografía que aparece en su «Historia de los heterodoxos españoles». Hay que citar también entre estos voluntarios españoles, nunca mercenarios, al aristócrata andaluz don Andrés María de Guzmán, que muere en la guillotina al lado de Dantón. Hay voluntarios españoles en la guerra del setenta entre Francia y Alemania, a las órdenes del gran repúblico don José María Orense, marqués de Albaida; como hay voluntarios italianos, tampoco mercenarios, en el ejército de los Vosgos, bajo el mando de Garibaldi, el gran soldado de la libertad. Los hay igualmente, y en gran número, en la guerra del 14, mandados la mayor parte por Mangín, el general de que se disponía por Joffre y luego por Foch, en todos los trances difíciles, desesperados, donde había que hacer con los pechos una barrera. Y, en fin —esto es ayer, conocido, aunque no tanto como debiera—, hay muchos miles de ellos, todos republicanos, que se baten con heroismo, conquistando galones y medallas, en la guerra de liberación de Francia y Europa que la siguió. Más de veinte mil republicanos españoles mueren en esos combates, en Francia, Italia, Alemania y Africa, y más de doce mil en los campos de exterminio alemanes.

Pero esa grande, y en general gloriosa tradición española, de españoles que se baten fuera de España, bajo banderas que no son las suyas pero en las que ven unos principios políticos, religiosos, sociales, han sido reemplazados en nuestros tiempos por la presencia de soldados mercenarios españoles en varias de las guerras que se han producido y que se están desarrollando. Los ha habido, y en buen número, en Indochina, bajo el mando francés, distinguiéndose tanto que la prensa franquista, cuando atacaba todos los días a Francia, cosa que aquí parece se ha olvidado, decía que en Indochina no se batían como hombres de pelo en pecho más que los alemanes y españoles que había en la Legión francesa; los franceses —decía—, no sirven para nada.

Ahora hay también voluntarios españoles, con carácter mercenario, a las órdenes de un comandante llamado Velasco, en la guerra del Congo. Es un producto del medio moral franquista. Como es un producto de su medio social el inquietante desarrollo de la emigración llamada económica que se va a donde sea, aunque esté lejos y no conozca la lengua, pura y simplemente para poder comer. Lo que constituye un verdadero referéndum, aunque no haya escrutadores, contra el régimen.

★ Trece millones de libros

UNA DE LAS MAS célebres bibliotecas del mundo es la del Congreso, en Washington. Acaba de encargar a una casa de edición británica la impresión del Catálogo completo de todos los libros impresos en Occidente desde la invención de la imprenta hasta nuestros días.

Según una primera estimación, serán necesarios más de seiscientos grandes volúmenes para hacer el censo de por lo menos trece millones de títulos...

DECLARACION

(Viene de la pág. 2)

caminos que pueden conducirnos a ella. Seguramente son tan válidos y respetables los que se basan en una lógica dialéctica, como los que se apoyan en principios humanitarios y aun religiosos. El marxismo es un método de análisis social, fundamentado en la dialéctica; un procedimiento para buscar la verdad y proclamarla. Pero no es un sistema ni puede ser un programa político; es un vehículo y una senda para llegar a la verdad, pero no es la verdad en sí. Es decir, el camino es el medio, y el fin es la emancipación del hombre, atenazado por la angustia y rebajado por la indignidad.

El socialismo no es una actitud de proyecciones metafísicas. El socialismo es laico y no liga su doctrina y su acción a lo trascendente, pero no es antirreligioso. Considera respectable la conciencia del hombre y ve en la libertad religiosa el clima de respeto recíproco para la convivencia humana en una deseada y fecunda paz social.

El socialismo en el mundo de hoy, más que un ramillete de programas de partidos políticos, es una actitud cultural de crítica; y de clara y expresa inconformidad con el sistema capitalista, que, no obstante su actual faceta de abundancia y de progreso, propicia cada vez más la explotación del hombre por el hombre.

4. El P.S.O.E., parte en el diálogo entre hombres de buena voluntad.

ESTA PERSUADIDO que la socialización es « **fruto y expresión de una tendencia natural, casi incontenible de los seres humanos ; la tendencia a asociarse para la consecución de los objetivos que inspiran la capacidad y los medios de que puedan disponer los individuos aisladamente** ».9 Tendencia espontánea que «**no ha de considerarse como producto de fuerzas naturales que obran fatalmente, sino que es creación de los hombres, seres conscientes libres e inclinados por naturaleza a obrar con responsabilidad, aunque en su acción se vean obligados a reconocer y respetar las leyes del desarrollo económico y del progreso social** ».10 Sobre esta base, ahora nos encontramos con « **el anhelo generoso y casi impaciente de renovación** » de la Iglesia ; « **es decir, de enmienda de los defectos que denuncia y refleja la conciencia** »11 Y estas declaraciones no pueden por menos que estimular a los hombres de buena voluntad cuando la Iglesia de hoy reitera que no pretende creer que « **la perfección consista en la inmovilidad de las formas de que la Iglesia se ha revestido a lo largo de los siglos** »;12 ni tampoco « **que se haga refractaria a la adopción de formas, hoy comunes y aceptables, de las costumbres y de la índole de nuestro tiempo** ».13

Con Juan XXIII, que utiliza la palabra **aggiornamiento** como una cabeza de puente para contemplar la otra orilla del río con ojos humanos y comprensivos, se hace posible que « **la Iglesia deba ir al diálogo con el mundo que le ha tocado vivir** », y que en « **esta actitud interlocutora que la Iglesia debe hoy adoptar con renovado fervor, debe estar dispuesta a sostener el diálogo con todos los hombres de buena voluntad dentro y fuera de su propio ámbito** ».14 Todo ello indica la necesidad del diálogo : « **Pongamos en evidencia primero de todo lo que nos es común antes de subrayar lo que nos divide** »15 teniendo en cuenta que el **otro** es diferente y tiene derecho a serlo, y que del mutuo reconocimiento de esos derechos brotará naturalmente el respeto y la consideración al prójimo interlocutor.

Por otra parte, existen razones éticas, morales y hasta ideológicas, que socialistas y católicos no pueden olvidar ni evadir, puesto que tienen su raíz en la conciencia de la común naturaleza humana. Socialismo y religión no implican contradicción. Las iglesias cristianas reconocen la necesidad de las reformas sociales. No es verdad que exista esa escisión maniquea entre un mundo ateo y materialista y un mundo religioso y espiritualista. No hay conflicto entre la fe y la falta de fe, sino entre explotadores y explotados. Socialismo y cristianismo, en tanto que religión de amor al prójimo, son absolutamente conciliables. No pueden ni deben haber conflictos entre el socialismo democratico, que aspira a la total dignificación del hombre, y la Iglesia, sobre todo, la Iglesia postconciliar, que no quiere servirse de la fuerza del Estado « **ni de privilegios dados por el poder civil ; más aún, renunciará al ejercicio de ciertos derechos tan pronto como conste que su uso puede empañar la pureza de su testimonio, o las nuevas condiciones de vida exijan otra disposición** ».16 La **Gaudium et Spes**, el Esquema XIII, que tiene toda la fuerza de obligar de una ley ecuménica, hace posible un entendimiento, subrayando la importancia que concede a la socialización económica, a la democracia política, a la libertad y el respeto para los derechos del hombre : « **creyentes y no creyentes están generalmente de acuerdo en que todos los bienes de la tierra deben ordenarse en función del hombre, centro y cuna de todos ellos** ». « **Es inhumano que la autoridad política caiga en formas dictatoriales, que lesionan gravemente los derechos de la persona o de los grupos sociales** ». Y una magnífica corroboración es la **Populorum Progressio**, cuando afirma: « **la propiedad privada no constituye para nadie un derecho incondicional y absoluto. No hay ninguna razón para reservarse en uso exclusivo lo que supera a la propia necesidad, cuando a los demás les falta lo necesario** ».

Entre la **Nobis et Nobiscum** de Pío IX, hace más de un siglo, que condenaba a « **obreros y demás gente inferior** » por « **violar los derechos humanos y divinos** », y la afirmación conciliar a través de la **Gaudium et Spes**, de que « **las condiciones laborales degradantes reducen al operario al rango de un mero instrumento de lucro, sin respecto a la libertad y a la responsabilidad de la persona humana ; degrada la civilización y deshonra más a sus autores que a sus víctimas** »; entre ambas afirmaciones existe la enorme distancia espiritual que pueda caber entre una injusta y colérica condena y una mutua actitud de sonrisa y manos abiertas, ofrecidas a la esperanza de una amistad solidariamente humana.

5. El P. S. O. E. en su preocupación por la España de hoy y su esperanza por la de mañana

TIENE LA CONVICCION de que la España que suceda a la dictadura del general Franco, liberada de todas las opresiones que impiden hoy el normal ejercicio de los derechos humanos, consolidará su propósito de renovación progresista con un efectivo acercamiento de católicos y socialistas, colaboradores en la creación de un futuro común. Futuro que irán construyendo día a día, por la decisión socialista, que es también ecuménica, y por la presencia en el mundo español de una Iglesia que, « **no siendo del mundo** » planta ahora sus pies en él pero anuncia su desapego a influencias políticas temporales, y se desconstantiniza para ayudar y servir a los que desean transformarlo en un ansia de vida mejor.

No se oculta que hoy en España las libertades públicas, la propia libertad religiosa, la existencia de un impertinente Concordato, la ostentosa confesionalidad del Estado, no hacen propicia la implantación de ese estilo portconciliar. La jerarquía en sus alturas, el laicado burgués del **Opus Dei** defensor del neo-capitalismo español y de sus privilegios de clase, mantienen una pasiva resistencia, cuando no oposición, a este cambio que serviría para ayudar a la Iglesia española y en definitiva a España. Desde el punto de vista del catolicismo, España no debe ser **diferente.** Es verdad que en la Declaración Colectiva del Episcopado Español, hecha pública a raíz de la clausura del Concilio, se reconoce que el « **futuro cristiano será más fecundo en virtud de la renovación iniciada e impulsada por el Concilio** », y se anuncia que « **frutos de dicha reflexión son el propósito de purificarse de las adherencias que pueden desfigurar su rostro ante los hombres** ». Pero a seguido señala dicha misiva que la libertad religiosa no se opone a la confesionalidad del Estado, ni a la unidad religiosa de una nación. Es verdad que los obispos españoles dicen en su carta que « **las directrices conciliares sobre la vida económica, social y política deben ser guía en el proceso de instauración de un régimen justo, en el que los bienes materiales y espirituales lleguen a todos los ciudadanos en una distribución equitativa, y todos los ciudadanos puedan influir de manera alguna en las instituciones públicas** ». Pero tampoco es menos cierta, precisamente por el deseo de implantar en España el espíritu del Concilio, la discrepancia que notoriamente existe entre la alta jerarquía y el sacerdocio joven; y entre los patronos y los obreros católicos de hoy. Las Revistas **Cuadernos para el Diálogo, Signo y El Ciervo,** entre otras, disconformes con la anormal situación político-religiosa que actualmente prevalece en España, no nos dejarán mentir. Los obispos españoles en esa su última Carta Colectiva manifiestan que« **el primer fruto de nuestra renovación deberá ser una mayor unión y concordia entre todos los españoles, superando las diferencias que, por razones históricas o cualesquiera motivos sociales o políticos, puedan separarnos** ». Los socialistas españoles también estamos de acuerdo con ese espíritu de concordia, que puede hacer posible el acercamiento, si el deseo expresado oficialmente se complementa con el sincero propósito de colaborar auténticamente con los que sientan idéntica y efectiva preocupación por España y por los españoles. Ese sería el camino para que nuestra patria pueda buscarse a sí misma. Los socialistas españoles tenemos la convicción de que España encontrará su propio destino cuando todos sus hijos, dentro de su propio solar, se sientan libres, dignos y contentos de estarlo, por haber alcanzado justicia sin violencia, en tránsito por los caminos de la razón y del derecho.

6. El P.S.O.E., por las razones anteriormente expuestas, hace pública la presente Declaración, con la esperanza de servir al socialismo y a España.

---

9 Mater et Magistra. Juan XXIII, 1961.

10 Mater et Magistra. Juan XXIII, 1961.

11 Ecclesiam Suam. Prôlogo. Paulo VI, 1964.

12 Ecclesiam Suam. La Renovaciôn Paulo VI, 1964.

13 Ecclesiam Suam. La Renovaciôn. Paulo VI, 1964.

14 Ecclesiam Suam. El Diàlogo. Paulo VI, 1964.

15 Ecclesiam Suam. El Diàlogo. Paulo VI, 1964.

16 Gaudium et Spes (76). Concilio Vaticano II, 1966.

ABONNEMENTS
et
REABONNEMENTS
au nom de :
Roger SOUTHON
12, Cité Malesherbes Paris-9
C. C. P. 18 585 08 — Paris

Nuestra actitud ante el partido comunista

(Viene de la pág. 8)

torno del cual terminaría por girar todo.

La profecía de Plejanov se cumplió. Y es una lección que sería imperdonable y hasta criminal olvidar porque ha sido escrita con letras de sangre en la Historia a través de la figura siniestra de Stalin.

*

Decíamos que la declaración del Partido Comunista francés no nos merece crédito, no aporta garantía alguna. Otra cosa sería si la declaración, en vez de venir de los comunistas franceses —partido que está tan lejos de poseer las riendas del Estado— viniera del Partido Comunista de la Unión Soviética. Y apoyada por la existencia allí, entre otros, de un partido socialista actuando libremente, controlando al Gobierno y criticándolo cuando preciso fuere.

¡ Ah !, eso sí sería un signo manifiesto de cambio, una prueba concluyente. Pero, por desgracia, la realidad es muy distinta ; no puede ser más desoladora. Ninguno de los partidos comunistas radicados tras el telón de hierro, esto es : ninguno de los que poseen el poder estatal, se abre al pluralismo político.

Después de todo, es algo que no debe extrañarnos. Porque, ¿cómo esperar que los dirigentes comunistas se apresten al restablecimiento de las libertades públicas —con su corolario natural : la agrupación de los ciudadanos, según sus preferencias, en partidos políticos— cuando sabemos que no permiten siquiera la existencia de corrientes de opinión y el libre juego de la democracia interna en su propio partido ? Esa democracia interna que constituye, precisamente, nuestra grandeza y nuestro orgullo.

Es verdad que, después de la experiencia staliniana, una tendencia parece tomar cuerpo en los partidos comunistas. Y es ésta : que la dirección, en vez de estar en manos de un solo hombre, se convierta en colegial.

Pero eso no podemos calificarlo, ni remotamente, de balbuceo democrático, porque la democracia, hasta la más tenue lucecilla democrática, brilla ahí por su ausencia. A lo sumo, podríamos decir que la dirección colegial puede dar lugar a formas menos rígidas de dictadura. Pero dictadura, al fin y al cabo. Sigue siendo la expresión de la nueva clase o capa social nacida con el régimen, la cual detenta todos los poderes políticos y económicos, y a la que corresponden nuevas formas de explotación humana.

Dirección colegial, por otra parte, que no preserva de otra tiranía de tipo staliniano, porque, por el hecho mismo de no asentarse sobre bases democráticas, su equilibrio será inestable o precario. Siempre estará a la merced del más fuerte o del mayor intrigante.

Y es que contra el peligro de la tiranía —de toda tiranía— no hay más camino que el retorno completo a la democracia. Esto es : tratándose de un país, el reconocimiento y la práctica del principio de la soberanía nacional ; con referencia a un partido, la participación de todos los afiliados, con iguales derechos, en la forja del destino común.

*

«Por sus obras los conoceréis», señala una sentencia bíblica. Y por su manera de actuar también, podríamos añadir con respecto a los comunistas. Y hoy por hoy, repetimos, nada indica la menor variación en ellos. Si algún día se deciden, de verdad, a la necesaria y profunda modificación en su modo de ser, llegado será entonces el momento de que podamos establecer relaciones. Quede muy claro, pues, que sin semejante cambio radical, no será posible ni deseable cualquier inteligencia entre ambos partidos.

Entre tanto continuaremos ateniéndonos a los deberes que para nosotros implica el reconocimiento de la realidad política. Realidad constituída por la concepción diametralmente opuesta de la democracia que nos separa de los comunistas., a virtud de la cual, nosotros estamos situados y militamos en el campo de la libertad y ellos en el liberticida.

Ildefonso TORREGROSA

La dictadura griega

(Viene de la pág. 8)

ro, por doquier que hayan griegos libres y, sobre todo, en el propio país, la lucha se organiza y adquiere amplitud.

Para justificarse, los fascistas habían acusado a los demócratas de preparar una revolución. Esto es tan « verdad », que a la mayoría de los cuadros de todos los partidos políticos y de todas las organizaciones les cogió en albis. Pero esto, ahora, sí es una verdad. Los demócratas griegos, sean conservadores, centristas, socialistas o comunistas, preparan efectivamente la caída del régimen que se le impuso al país el 21 de abril último.

La lucha es la misma para todos. La oposición no cumpliría con su deber si no librase batalla unida. Igualmente ocurriría, si, desde hoy, no hiciese una franca crítica de sus errores pasados, de sus debilidades y de sus responsabilidades. No queda lugar para la mentalidad politicastra. El porvenir del país debe preverse bajo un ángulo nuevo : el de la reforma total del régimen gracias a nuevas instituciones. Los sufrimientos actuales de Grecia no curarán hasta que el país no sea liberado de la tutela de una monarquía refractaria a todo progreso y cómplice, activa o pasiva, de todos sus verdugos, de la tutela extranjera y de la tutela de un ejército de pretorianos.

4)¿Será solitario el combate de los griegos por la democracia? Pensamos con angustia en este asunto. Es verdad que, desde el 21 de abril, Grecia ha podido comprobar con emoción que sus amigos en el mundo, y sobre toto en Europa, son inumerables. Sus reacciones contra la dictadura les han sido preciosas. ¿Pero basta con ello? ¿Quién ignora que los coroneles hubiesen sido expulsados del poder si la alianza atlántica hubiese respetado sus propios estatutos? ¿Quién no sabe todavía que el régimen hubiese sido ahogado si hubiese sido esa la voluntad de los Gobiernos democráticos ?

Derrocar el fascismo en Grecia no es exclusivamente un asunto interno griego. Recientemente se les ha atribuido a los Estados Unidos una opinión según la cual ellos no podrían someter sus intereses estratégicos a las «vicisitudes de la vida política griega». Así, un tanto demasiado cínicamente, ellos preferirían la precaria solidez de los «putchistas» a la amistad del propio pueblo griego. En consecuencia, han reanudado su «cooperación abierta y activa sobre el plano económico y militar » con el régimen de Atenas, si es que alguna vez la interrumpieron. Pero Grecia forma parte de Europa. Es, pues, Europa entera quien se encuentra desafiada, y, quizá, mañana, contaminada por el fascismo griego. ¿Será preciso que los griegos, comprendidos, pero aislados, lleguen a la conclusión de que la única alternativa a la esclavitud son las armas? Sería trágico que la cita entre Grecia y Europa no se realizase. Sería trágico para Grecia y para Europa.

(Traducido de « Le Monde », 22 - 8 - 67)

On a interdit EL SOCIALISTA, nous vous rendons LE SOCIALISTE. Nous voulons simplement, en frères vous rendre un peu des moyens que l'on vient honteusement de vous ravir.
Georges BRUTELLE
Secrétaire général adjoint de la S F I O

LE SOCIALISTE

HEBDOMADAIRE

Se ha prohibido EL SOCIALISTA ¡ nosotros os devolvemos LE SOCIALISTE. Queremos sencillamente restituiros, como hermanos, algo al menos de los medios que tan vergonzosamente os acaban de quitar.
Georges BRUTELLE
Secretario general adjunto de la S. F. I. O.

Nuestra actitud ante el partido comunista

Por Ildefonso Torregrosa

Recientemente, un amigo francés me mostraba su extrañeza de que, a diferencia del cambio de actitud operado en Francia, los socialistas españoles continuáramos opuestos a sostener relaciones con los comunistas de nuestro país.

Nuestro amigo reconocía que teníamos razón para estar muy dolidos por el comportamiento de los comunistas españoles durante la guerra civil ; pero agregaba que los tiempos habían cambiado, y que los comunistas de hoy son hombres distintos.

¿ Hombres distintos ? Pues eso es, precisamente, lo que negamos. Porque aceptarlo equivaldría a sentar que el sectarismo comunista de antaño fue un fenómeno excepcional e incluso único, y, por lo tanto, de difícil y hasta imposible repetición. En efecto, ello nos llevaría a explicarnos el ayer como extravío de unos hombres que perdieron su norte político, o como la torpeza de una generación de comunistas que otra generación puede evitar.

¡ Enorme error ! Porque en el caso que nos ocupa no se trata de un problema de hombres. Los comunistas, como hombres, no son de sangre y de carne diferentes a las de los demás humanos. Lo que les hace distintos —y terriblemente distintos, por cierto— es el sistema en que están encuadrados. Por eso, la causa de lo ocurrido entonces no hay que buscarlo en la naturaleza humana, sino, exclusivamente, en los vicios del sistema. Y a ello vamos.

Del modo sumario compatible con el espacio propio de un artículo periodístico, podríamos decir que el sistema está constituído, de una parte, por un partido monolítico, y, de otra, por una estrategia dictatorial de la marcha al Socialismo.

Partido monolítico basado en el **centralismo democrático.** Es decir : un partido en que, a diferencia nuestra, el poder soberano de decisión no reside en la masa de afiliados, sino que está por entero en manos de un reducido grupo de hombres : el Comité Central, solo habilitado, además, para entender sobre la suerte del partido. El papel de los afiliados se limita a obedecer ciegamente. Partido monolítico que, en caso de conquista del poder estatal, se convierte en el partido único del régimen.

Estrategia dictatorial de la marcha al Socialismo que, tras la conquista del Poder, consiste en el empleo despótico del factor humano para lograr un desarrollo excesivamente acelerado de la economía nacional, con privación de los derechos y de las libertades individuales, y con un nivel de vida muy bajo para el pueblo. Con un nivel de vida muy bajo para el pueblo, porque el carácter centralizado y la gestión autoritaria peculiares de este método de industrialización en país subdesarrollado —ejemplo ruso— exige la inversión de una inmensa parte de la renta nacional, y, por consiguiente, de los recursos de cada uno; de los recursos que ordinariamente deberían ir a cada uno. Implica el sacrificio forzado, implacable, de varias generaciones.

Para una industrialización acelerada, el método es eficaz. Eficaz, pero inhumano. Que es eficaz lo demuestra la accesión de la Unión Soviética al rango de gran potencia industrial. Que supone un largo y enorme sacrificio lo tenemos también en la propia U.R.S.S., cuyo pueblo, al cabo de cincuenta años, no ha llegado a tener aún, ni con mucho, un nivel de vida igual al de los países occidentales. Más que un procedimiento colectivista de hombres libres y para hombres libres, diríase la estampa viva y doliente de un mundo concentracionario.

Así, pues, yendo adonde íbamos, podemos afirmar que, mientras subsista semejante sistema de encuadramiento, los comunistas se comportarán idénticamente, cualesquiera que fueren las circunstancias de tiempo y lugar. Hoy como ayer ; en España como tras el telón de hierro.

Hemos dicho y repetimos : mientras subsista el sistema.

Ahora bien : ¿ existe actualmente por parte alguna cualquier indicio que nos hable de un cambio, de una evolución del sistema en sentido democrático ?

Hemos de reconocer que no lo vemos en ningún partido comunista. Absolutamente, en ninguno. Ni siquiera en la declaración hecha últimamente por el Secretario general del Partido Comunista francés, afirmando que su partido acepta el tránsito pacífico, por vía democrática, del Capitalismo al Socialismo, así como el mantenimiento del pluralismo político.

Porque, ¿ qué crédito podemos conceder a esas palabras ? ¿ Qué garantías para el futuro puede ofrecer un partido que, invariablemente, sin modificación alguna, sigue teniendo la misma armazón, la estructura dictatorial de siempre ?

Y volvemos al « centralismo democrático », origen y causa de todos los males. ¡ Con qué clarividencia supo verlo Plejanov, el ilustre teorizante socialdemócrata ruso, al advertir a los bolcheviques —y esto muchos años antes de 1917— que tal conjunto de cosas los llevaría a la ruina, a la catástrofe ! Que, por un proceso de degeneración propio del sistema, el poder decisorio arrebatado a la masa del partido acabaría perdiéndole el Comité central en favor de un núcleo más reducido aún de hombres : el **Bureau** político. Y que éste lo perdería, a su vez, en manos de un solo hombre : el dictador omnipotente, en

(Pasa a la pág. 7)

DE AMSTERDAM

« Desgraciadamente, a última hora le ha sido imposible al Partido del Trabajo Holandés enviar un representante al Congreso de Toulouse. Os deseamos mucho éxito a vuestro Congreso y mucho éxito en vuestra lucha por la Causa de una España democrtica y Socialista. »

I. G. H. TANS, Presidente.
P. DANKERT, Secretario Internacional. »

DE MONTEVIDEO

« Con motivo de la realización del Congreso del Partido Socialista Obrero Español, me es muy grato hacer llegar a usted y demás compañeros mi afectuoso saludo y mi sincero deseo para el éxito del mismo.

Estoy seguro de que la representatividad de este Congreso del interior como del exterior, dará la pauta de la gran cohesión ideológica y organizativa del P.S.O.E. para afrontar los problemas actuales de España y dar salida democrática al pueblo español, que padece una ominosa dictadura.

Quizá ya no esté lejos el reencuentro de España con su destino histórico, para que en la libertad y la justicia social se reintegre al concierto de los países progresistas del mundo. Para todos aquellos que iniciamos nuestra lucha en la década de los 30, tendrá ese reencuentro una emoción muy profunda en nuestro espíritu. El P.S.O.E., hoy como ayer, es el portador de esta gran esperanza.

Humberto MAIZTEGUI,
Secretario del Buró Coordinador de la Internacional Socialista en América Latina. »

DE COPENHAGUE

« Deseamos a vuestro Congreso el mayor éxito en beneficio de vuestro Partido y del Socialismo democrático.

Niels MATTIASEN. »

Gibraltar ha votado

Gibraltar ha votado a los gritos de « Queremo sé inglese », pronunciados con ese delicioso acento andaluz que simplifica las cosas y las hace fáciles y suaves.

Cerca de trece mil gibraltareños han dicho que no quieren nada con Franco. Solamente 44 han votado por España. Porque esa ha sido también la realidad de una votación, y sobre la que no se ha insistido mucho. Los ingleses dicen que han votado por ellos. Los españoles, los franquistas, niegan toda representatividad a esa « patraña » de elecciones.

Pero cuando en la calle se preguntaba a la gente, nadie ha ofendido a España. Todos estaban de acuerdo : « ¿ Con Franco ? ¡ Ni hablar ! » ¿ Qué puede ofrecerles la España actual a los gibraltareños ?

Los españoles, la España oficial, se complace en el argumento de que no se trata del Estatuto de los gibraltareños. Que es una cuestión de principio. Gibraltar es un pedazo de España y a España debe revertir. La era del colonialismo ha terminado.

Mal argumento en boca de los franquistas. Están en una situación falsa. No hablemos ya del colonialismo practicado por ellos en el seno del propio país. Pero ¿ qué se hace con las plazas de Ceuta, Melilla, con Río Muni, el Sahara español... ?

En la conciencia de todos los españoles está el que más pronto o más tarde Gibraltar será español. Nosotros así lo deseamos. Pero estamos seguros de que eso no será, como no serán muchas otras cosas que España necesita y desea, mientras no cambie su régimen que es, en definitiva, el mayor obstáculo para ello.

A. I.

La dictadura griega

Por M. Stratis D. Someritis

(Secretario General de la Liga Helénica de los Derechos del Hombre, y ex Presidente de la Unión Socialista Democrática de Grecia.)

Han pasado cuatro meses desde que un pequeño grupo de militares fascistas se adueñaron del poder en Grecia. Cuatro meses de dictadura, de represión, de vergüenza. Pero también de resistencia. Hagamos el balance.

1) La dictadura. Esta es total, brutal, implacable. La junta se considera como única fuente de todo poder. Para gobernar, aplica los métodos de los reglamentos militares de principios de siglo. Para quien sigue atentamente la evolución del régimen, se impone una constatación: solamente deciden los miembros militares del Gobierno ; los otros siguen, administran, o, simplemente, se callan. Políticamente, no existen. Por otra parte, además, un decreto reciente, ha otorgado al coronel Papadopulos los poderes de « guía ». Este decreto, como todos los demás, lleva la firma del rey.

¿Para qué resultado? Para la ruina del país, que se ve amenazado en lo más profundo. Primeramente, una ruina moral y política; pero también económica. Es asombroso comprobar que en cuatro meses de poder absoluto, y pese al mantenimiento de la ayuda americana y del « sostén amistoso» de algunas sociedades internacionales, Grecia se halla al borde de la quiebra. No hay nada que marche. Los negocios están estancados. Decenas de empresas industriales y comerciales —algunas de ellas entre las más importantes del país— están cerrando sus puertas. La temporada turística ha sido un fracaso. El déficit exterior ha alcanzado la cota de alarma. Ha comenzado la inflación.

2) Este fracaso de la junta y la resistancia democrática contra la dictadura, que se desarrolla en las ciudades y en el campo, explican la agravación del terror. Ha pasado la época ya en que el general Patakos anunciaba triunfalmente la liberación de algunos exiliados de Yaros, y en la que afirmaba la solidez de su régimen. Ya no se insiste en Atenas sobre la pretendida voluntad del Gobierno de « Su Majesta » de restablecer « lo más pronto posible » las instituciones democráticas. Y es que ha llegado la hora de la represión.

La junta pega ciegamente. La administración, la policía, el ejército soportan una verdadera represión. Los hombres políticos y los simples ciudadanos son condenados a pesadas penas de prisión por haber organizado una comida de más de cinco convidados o una recepción. Importa poco que el señor Averoff, antiguo ministro de Asuntos Extranjeros, que fue condenado a cinco años de reclusión por un « cocktail », beneficie de una gracia real. Como lo ha dicho su antiguo presidente del Consejo, el señor Caramanlis, esta sentencia tenía un carácter político « inquietante ». Ella permite poner en duda la sinceridad del Gobierno y del rey en lo que respeta a un retorno a la legalidad democrática.

3) Esta es, pues, la clase de orden que « reina » en Grecia Y esas son las razones por las que ese « orden » debe de ser derribado. La Grecia resistente entá ya en ello. En el extranje-

(Pasa a la pág. 7)

La lucha sindical

Por Cesar Barona

Al movimiento obrero se le presentan actualmente dos formas diferentes de pelear frente a las clases pudientes, según que opere en un países u otro. En los países económicamente adelantados, es decir, en aquellos de capitalismo desarrollado, tales como los situados en la llamada Europa Occidental —excepción hecha de España y Portugal— y en América del Norte, en el Japón, etc., etc.; o en los países atrasados, como los que se encuentran, generalmente, en Africa, Asia y América del Sur.

Si opera en los países adelantados, el sindicalismo moderno no debe tener en cuenta tanto las reivindicaciones diarias de los asalariados, como son los aumentos de los salarios y las condiciones del trabajo, pues los trabajadores ya gozan esas buenas condiciones, en general, ya que el capitalismo se las puede procurar, como cambio de las estructuras sociales, económicas y políticas que hay en el sistema.

El sindicalismo moderno se preocupa, en estos países, por ejemplo, del estado de las carreteras, de la motorización particular, del alojamiento, de la formación profesional, del seguro contra el paro, de la investigación científica, de la seguridad social, del empleo, de las vacaciones pagadas, etc., etc. Estas son tareas más políticas que puramente reivindicativas de carácter inmediato; ponen en discusión el funcionamiento del sistema social vigente, se discute el sistema de producción y no la parte que de él retiran los trabajadores.

En estos países se discute sobre la libertad de los trabajadores dentro de las empresas; sobre el poder de la dirección en la cantidad, naturaleza y calidad del trabajo, cómo se organiza éste la iniciativa técnica del trabajador, etc. etc.

En estos países los sindicalistas discuten la inseguridad del empleo, la concentración geográfica de las industrias, la desvalorización de la profesión, el cierre de las empresas, el retiro anticipado, los desplazamientos de la población obrera, las cantidades empleadas en los servicios pùblicos, las inversiones colectivas, el equipo cultural y sanitario, el urbanismo, etc., etc. En resumen, los sindicatos se ocupan de todo lo que toca al nivel de la vida de los trabajadores.

En los países atrasados, los sindicatos están obligados a ocuparse, principalmente, de las libertades políticas elementales, tales como el derecho de huelga, asociación, propaganda, voto, etc., lo mismo que de los salarios y de las condiciones de trabajo en las empresas. Los objetivos del sindicalismo se limitan a obtener una mayor libertad, una igualdad real entre los humanos y más comida para los trabajadores, en esa sociedad atrasada económicamente.

En España tenemos los dos tipos de sociedad ; en una sociedad económicamente atrasada, con estructuras antiguas, se ha incrustado un capitalismo moderno, principalmente de importación, en la industria. Y a estos dos tipos sociales, corresponde igualmente enfrentar un sindicalismo mixto que tenga en cuenta esas realidades según el sector en que actùa.

No puede existir en España, como en cualquier otro país, a medida que crece el capitalismo, un sindicalismo separado de la lucha políticas. Las necesidades diaria le obligan a trabajar en ese terreno y debe ocuparse obligadamente de las tareas políticas para superar la sociedad actual.